



**Jour  
J-64**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

# **BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF**

**28/10/2019**

TOURISME: STRATÉGIE «SUBLIME CÔTE D'IVOIRE»

P17

**Ces projets qui vont transformer le visage du pays !**

Promotion des Pme

P11

**Une commission de contrôle des structures d'accompagnement mise en place**

Séminaire de la Cour des comptes

P8

**Les élus locaux s'approprient les bonnes pratiques**

Après la table ronde des bailleurs à Dubaï

P 12

**Ces grands projets touristiques qui vont booster la destination Ivoire**

P 14

# Ouattara de retour du Japon et de la Russie “De bonnes perspectives économiques et diplomatiques attendent la Côte d’Ivoire”

Le Président de la République est rentré d’une tournée internationale d’où il revient avec d’excellentes nouvelles.



Le Chef de l’État a été accueilli par le vice-Président Daniel Kablan Duncan et plusieurs membres du gouvernement. (PHOTO:PORO DAGNOGO)

**A** sa descente d’avion hier, aux environs de 16 heures, après un séjour au Japon et en Russie où il a respectivement participé à l’intrônisation de l’Empereur Naruhito au Palais de Tokyo, et au Premier sommet Russie-Afrique à Sochi, le Président de la République Alassane Ouattara, a annoncé de bonnes nouvelles pour la Côte d’Ivoire. En présence du vice-Président Daniel Kablan Duncan, du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et de plusieurs membres du gouvernement venus l’accueillir au bas de l’échelle de coupée, il a déclaré que ce voyage augure « de bonnes perspectives économiques et diplomatiques pour la Côte d’Ivoire ». Ces projets concernent, précise-t-il, plusieurs secteurs dont la sécurité, les infrastructures, l’économie, l’industrie, etc. Parlant du Japon où il était accompagné de la Première dame, Alassane Ouattara a indiqué

qu’il a profité pour réitérer sa détermination à œuvrer au renforcement de la coopération entre la Côte d’Ivoire et ce pays. Ainsi, avec le Premier ministre japonais, Shinzo Abe qu’il a rencontré, ils ont noté avec satisfaction les excellentes relations entre les deux pays qui se sont concrétisées par de grands projets. Notamment la réalisation de l’échangeur du carrefour Solibra, qui sera inauguré avant la fin de l’année et l’augmentation du nombre d’entreprises japonaises installées en Côte d’Ivoire. Selon Alassane Ouattara, cette coopération va se poursuivre. Il en veut pour preuve le protocole de partenariat signé entre la Côte d’Ivoire et la société japonaise Toyota, après la participation du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly à la Ticad 7 au Japon, en août dernier, pour l’implantation d’une usine d’assemblage de véhicules en terre ivoirienne. Pour sa part, le Premier ministre Shinzo Abe s’est engagé à poursuivre l’appui du Japon à la Côte

d’Ivoire avec, notamment, un don de 25,5 milliards de FCFA pour la réhabilitation du bâtiment central du Centre Hospitalier Universitaire (Chu) de Cocody. Toujours en marge de la cérémonie d’intrônisation de l’Empereur Naruhito, le Président de la République a informé qu’il a échangé avec une délégation de l’Association d’Amitié Parlementaire Japon-Union Africaine, conduite par le Député Ichiro Aisawa. A cette occasion, les échanges commerciaux et les investissements ont été évoqués. Sans oublier les questions liées à la formation, à la paix et à la sécurité en Afrique de l’Ouest ; ainsi que les risques liés aux changements climatiques et à la dégradation de l’environnement. « Sur ce point, nous avons souhaité le soutien des autorités japonaises pour aider à prendre des mesures urgentes dans le domaine du boisement et de la gestion des déchets », a-t-il indiqué. En ce qui concerne la Russie où il a pris part au

premier sommet de haut niveau Russie-Afrique et au Forum économique Russie-Afrique, les 23 et 24 octobre 2019, le Chef de l’État s’est félicité qu’un Chef d’État ivoirien ait effectué pour la première fois une visite officielle dans « ce grand pays ». Ce qui démontre, fait-il remarquer, le dynamisme de la diplomatie et la volonté du gouvernement ivoirien de diversifier les relations avec tous les pays notamment les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies dont la Russie. Au plan bilatéral, Alassane Ouattara s’est félicité des bonnes relations entre la Russie et la Côte d’Ivoire ainsi que de l’augmentation constante du volume des échanges. Et c’est à cet égard, qu’il a invité le secteur privé et les entreprises russes à venir investir en Côte d’Ivoire, notamment dans les secteurs de l’agro-industrie, de l’énergie et des infrastructures. « La Russie avait déjà été propriétaire d’un bloc pétro-

lier et nous travaillons à ce qu’elle revienne pour son exploitation », a-t-il précisé. Avant de revenir, par ailleurs, sur les relations qui augurent d’un partenariat solide entre l’Afrique et la Russie. Une relation qui est en constante évolution sur le plan économique à tel point que le volume des échanges commerciaux entre le continent et le pays, a été estimé à plus de 20 milliards de dollars US (près de 12 mille milliards FCfa) en 2018. Alassane Ouattara a salué la tenue du Forum économique, en amont du premier Sommet de haut niveau, qui permettra de diversifier les échanges. Notamment en mettant l’accent sur l’industrialisation des pays africains et sur la transformation de ses matières premières pour mieux lutter contre la pauvreté et offrir des opportunités à la jeunesse. Pour sa part, le Président Vladimir Poutine a réaffirmé l’engagement de son pays à renforcer la coopération avec le

continent africain, notamment en matière de lutte contre le terrorisme, d’échanges de renseignements et de formation des Forces de défense et de sécurité africaines. Il a aussi, toujours selon le Président de la République, émis le vœu que les Sommets Russie-Afrique se tiennent tous les trois ans. Le tout premier Sommet Russie-Afrique, co-organisé par les Présidents Vladimir Poutine de la Fédération de Russie et Abdel Fattah Al-Sissi de la République Arabe d’Egypte, Président en exercice des Chefs d’État et de Gouvernement de l’Union Africaine, a été, selon Alassane Ouattara, l’occasion pour les Chefs d’État et de gouvernements africains d’avoir des échanges approfondis avec les autorités russes dans les domaines politique, économique et culturel et d’évoquer les questions régionales et les défis mondiaux. ■

HERVE ADOU

# Abidjan-Noé-Elubo Les dures réalités d'un commerce transfrontalier

Acheter à Elubo (Ghana) et revendre à Abidjan n'a rien d'une sinécure. Un tour dans ce milieu permet de se faire une idée. Reportage.

Noé. Frontière Côte d'Ivoire-Ghana. Plusieurs hommes et femmes se bousculent à ce poste de contrôle de l'armée ivoirienne. Ils semblent visiblement pressés de gagner l'autre rive du fleuve Tanoé. Mais bien avant, des documents sont à vérifier. Pièces d'identité, carnet de vaccination... Le regard serein, quelques sourires en coin, hommes et femmes en treillis vont et viennent. Un rang est formé. Nous y sommes. Plusieurs compatriotes aussi. Ani Kouba, une commerçante ivoirienne semble habituée à cet exercice. « Il faut avoir tes papiers au complet sinon, tu ne passeras pas », prévient-elle. Les minutes s'écoulent. Nous passons. Plusieurs autres devront patienter quelques minutes. La raison, ils n'ont pas leurs vaccins à jour (fièvre jaune, méningite, fièvre typhoïde), mais, ils peuvent les faire sur place. Des agents de santé s'en chargent. Les formalités achevées, nous voici à bord d'un taxi pour traverser la frontière. « À Bientôt, Au Revoir », lit-on sur un écriteau planté à l'entrée de ce pont jeté sur le fleuve Tanoé et qui conduit jusqu'à l'autre rive. Environ trois minutes se sont écoulées. Un deuxième écriteau se dresse.



La volatilité du cours du Cedi constitue un handicap pour les commerçants ivoiriens à Elubo. (PH : FK)

« Welcome to Ghana (bienvenue au Ghana Ndlr), lit-on. D'autres formalités nous attendent à ce poste de contrôle ghanéen...

**Jour de marché, jour d'affluence**  
« Missié ! missié ! » par-ci, « Brada ! brada ! » par-là. En position assise comme d'habitude, vendeurs et vendeuses donnent de la voix. Nous

sommes au marché d'Elubo, village du district de Jomoro, dans la région occidentale du Ghana. Il constitue le principal poste frontalier entre le Ghana et la Côte d'Ivoire. Aujourd'hui samedi n'est pas un jour ordinaire. C'est jour de marché. Ça grouille de monde. Hommes, femmes, jeunes, enfants s'activent. On rigole, discute, on se chamaille quelques fois, marchandages oblige. En anglais, en français, ashanti... Une véritable foire aux langues. S'égosillant pour attirer l'attention d'un maximum de passants dans leurs magasins et sur leurs étals, ces commerçants en auraient certainement rajouté à la

chaleur si le soleil avait réussi à sortir ses rayons aujourd'hui. Fort heureusement, ce n'est pas le cas. Tôt le matin, les nuages se sont empressés d'occuper la voûte céleste. La pluie est tombée. Mais, rien, pas même ces fines gouttes qui continuent d'arroser leurs affaires ne peuvent avoir raison de l'ardeur de ces infatigables vendeurs et vendeuses... Chaussures; sacs à main; vêtements; pagnes; ustensiles de cuisine constituent l'essentiel des articles en vente. Quant aux clients et potentiels acheteurs, les uns marquent des temps d'arrêt, marchandant quelque peu avant de passer à l'achat.

Les autres flânent, voltigent presque sans rien acheter. Quelques pas plus loin, une vendeuse attire notre attention. Dans sa boutique, des pagnes, mais pas n'importe lesquels, du kita. « Venez voir, je peux vous arranger... », lance-t-elle. Ça coûte combien ? Entre 25 et 100.000 F Cfa. « Le prix, c'est en fonction de la qualité », indique la vendeuse. Alors qu'il les marchandages donnent lieu à des échanges parfois vifs, mais cordiaux, un autre décor s'offre à la vue un peu plus loin. Sont visibles des hommes. Qui, eux, semblent occupés à autre chose. À bord de leur engin à 3 roues stationnés, le doigt actionnant le klaxon à souhait, ils recherchent des clients à transporter. Plusieurs autres vont et viennent sur une chaussée retrécie par des vendeurs de tout genre.

### Affaire d'escroquerie...

Effectuer des achats à Elubo pourrait laisser un goût amer lorsqu'on s'y rend pour la première fois. Et pour cause, explique Victor N'Dri (un habitué), des vendeurs se fient à l'accent, au parler, pour fixer les prix de leurs marchandises. « Si tu viens pour la première fois et que tu as beaucoup de choses à acheter, ne viens pas seul. Viens avec un habitué sinon les gens vont te couper et tu vas payer plus cher... », prévient-il. Avant d'indiquer qu'il en a lui-même été victime. « Quand, je suis arrivé devant le gar et que j'ai dit bonjour, il m'a souri. Or, c'était parce qu'il avait vu en moi son gaut... », ironise-t-il. Une acception que ne va pas démentir André Apété, vendeur de casseroles ghanéen. Qui révèle sans sourcilier qu'il n'y

## Prendre la brousse pour éviter les Douanes ?

À u marché d'Elubo, plusieurs activités commerciales cohabitent. De la vente de vêtements aux ustensiles de cuisine en passant par les transports, l'activité économique y est dense. Mais, parmi toutes ces activités, une retient particulièrement l'attention. Les porteurs de bagages. Adjo Annan en fait partie. « Monsieur, vous avez des bagages ? », nous demande-t-elle avant de faire une proposition. « Je peux t'aider à passer », dit-elle. Voulant y donner suite, Angui François, un compagnon de route nous fait signe. « Laisse-là »,

conseille-t-il. Mais, pourquoi refuser de l'aide ? « C'est pour faire passer tes bagages en brousse », révèle-t-il. En fait, pour éviter les frais de dédouanement jugés exorbitants au poste-frontière, des voyageurs (commerçants) préfèrent confier leurs affaires à des hommes et femmes qui les font passer par brousse, quitte à les récupérer plus loin à Noé. Pour exercer leur basse besogne, disent des commerçants, des pistes ont été érigées dans la brousse. « Lorsqu'ils arrivent sur le fleuve Tanoé, certains disposent d'une pirogue pour traverser, d'autres non. Et, ils traversent le

fleuve à pieds secs à des endroits où, ce n'est pas profond », relate Angèle Tano, vendeuse de sacs à mains et lingerie qui dit avoir déjà expérimenté ce circuit. « Tout s'est bien passé, j'ai payé juste 2.000 F Cfa pour des bagages pour lesquelles, j'aurais payé plus », clame-t-elle. Mais, « je ne peux pas conseiller ça à quelqu'un », affirme-t-elle. Certes, passer par la brousse permet d'éviter les frais douaniers, mais ne met pas à l'abri d'agressions. Il n'est pas rare non plus que les douaniers se rendent sur ces pistes pour mettre la main sur ces passeurs. ■

F. KOUMÉ

« Ça grouille de monde. Hommes, femmes, jeunes, enfants s'activent. On rigole, discute, on se chamaille quelquefois, marchandages oblige. En anglais, en français, ashanti... Une véritable foire aux langues. Les commerçants s'égosillent pour attirer l'attention d'un maximum de passants dans leurs magasins et sur leurs étals... »

## Autonomisation de la femme

**Le Fonds de l'amitié ivoiro-burkinabè bientôt opérationnel**

Une erreur nous a fait mentionner à la Une de notre parution du samedi, cet article portant sur la séance de travail qu'a accordée la ministre Ramata Ly-Bakayoko à son homologue burkinabè, Hélène Marie Laurence Ilboudo. Toutes nos excuses aux lecteurs....

Fonds des Nations Unies  
pour l'enfance  
Cocody Riviera Golf IV  
Abidjan Côte d'Ivoire

Téléphone 225) 22 47 99 20  
Fax (225) 22 47 99 22  
04 BP 443 Abidjan 04

**AVIS DE CONSULTATION**  
**N° IVC/SUP/AO/IVCB/2019\_022/ARB/dI**  
**25 octobre 2019**

**ARTICLE 1 : LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)**

lance la présente consultation ouverte pour la fabrication de mobiliers scolaires.

**ARTICLE 2 : CONDITIONS DE PARTICIPATION**

La présente consultation est ouverte à toute entreprise justifiant des capacités juridiques, techniques et financières, et apte à réaliser dans les conditions requises, les travaux, objet de la présente consultation, pour autant qu'elle satisfasse aux conditions et règlements en vigueur en Côte d'Ivoire et disposant d'une expérience avérée dans les travaux similaires et particulièrement avec les agences du système des Nations Unies.

**ARTICLE 3 : DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Les offres sous pli fermé seront envoyées au plus tard le **Lundi 11 Novembre 2019 à 14 h 00 (GMT)** précises au **Bureau UNICEF à Abidjan Cocody Riviera Golf Face Direction des services techniques de la Mairie de Cocody Abidjan, Côte d'Ivoire 04 BP 443 Abidjan** L'enveloppe principale sans aucune marque d'identification contenant les offres technique et financière sera marquée comme suit :

**UNICEF COTE D'IVOIRE**

**Appel d'offre ouvert : IVC/SUP/AO/2019\_022/ARB/dI**

**UNICEF COTE D'IVOIRE**

**Fabrication de mobiliers scolaires**

**A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement**

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté sans frais sur le site **UNICEF COTE D'IVOIRE** : <https://www.unicef.org/cotedivoire/travailler-%C3%A0-unicef>.

**ARTICLE 4 : REMISE DES PLIS**

Sous réserve des conditions énoncées dans le dossier d'appel d'offres, la date limite de dépôt des offres est fixée au **Lundi 11 Novembre 2019 à 14h (GMT)** précises au **Bureau UNICEF à Abidjan Riviera Golf IV, derrière la Grande Mosquée de la Riviera, en face du Service Technique de la Mairie de Cocody.**

Pour chaque enfant  
Santé, Éducation, Égalité, Protection  
FAISONS AVANCER L'HUMANITÉ

unicef 



Ramata Ly-Bakayoko et Hélène Marie Laurence Ilboudo ont planché sur la feuille de route du Facibf.

Les ministres en charge de la Femme de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso ont signé, en juillet, dans le cadre du Traité d'amitié et de coopération (Tac), un protocole d'accord pour la mise en place d'un Fonds de l'amitié ivoiro-burkinabè pour la promotion de la femme (Facibf). Le 27 juillet 2018, un protocole d'accord additionnel a été signé par les représentants des deux pays stipulant, entre autres, en son article 14 que « les parties s'accordent pour doter le Fonds d'une allocation budgétaire d'au moins 250 000 000 de F Cfa par an et par État ».

La ministre ivoirienne de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (Mffe), Ramata Ly-Bakayoko, dans le cadre de l'opérationnalisation de ce fonds, a eu, jeudi à son cabinet au Plateau, une séance de travail avec son homologue burkinabè de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire, Hélène Marie Laurence Ilboudo Marchal. La rencontre, à laquelle a pris part la secrétaire d'État auprès du Mffe, chargée de

l'Autonomisation de la Femme, Myss Belmonde Dogo, a porté sur l'état des lieux (avancées et blocages) du processus de mise en œuvre du Facibf, la définition d'une feuille de route conjointe pour le démarrage du Fonds et les procédures de financement des projets. Ramata Ly-Bakayoko a salué la vision des Présidents Alasane Ouattara et Roch Marc Christian Kaboré de rendre aux femmes leur dignité et d'en faire des pions essentiels du développement des deux pays. « Une femme forte et autonome est un atout pour sa famille et pour la nation », a relevé la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant. Elle a insisté sur la nécessité de mettre à disposition des fonds aux premiers bénéficiaires dans les plus brefs délais. Hélène Marie Ilboudo s'est félicitée des échanges avec la partie ivoirienne. Cette rencontre, a-t-elle noté, est un coup d'accélérateur au Facibf, qui est un projet majeur d'autonomisation des femmes burkinabè et ivoiriennes. ■

GERMAIN GABO

**GALERIES PEYRISSAC****ANNONCE : FERMETURE POUR INVENTAIRE**

Votre magasin de la Riviera sera fermé le **Lundi 04 Novembre 2019** pour raison d'inventaire.

Veuillez nous excuser pour ce désagrément

# Le Chr contribuera à renforcer le plateau technique de la région

Le Centre hospitalier régional (Chr) de Man dont la pose de la première pierre a eu lieu hier, va «renforcer le réseau du système sanitaire local, ainsi que le plateau technique de la région du Tonkpi», a souligné le ministre Aka Aouélé, en charge de la Santé et de l'Hygiène publique.

Pour lui, il s'agit de combler un vide, en répondant à une offre sanitaire plus adéquate.

En effet, explique-t-il, «l'ancien Chr qui joue le rôle de centre de référence régional depuis 1980, avec un taux de fréquentation de 80% est devenu exigu, en rapport avec le volume d'activités menées».

Bien plus, il s'agit d'associer à ce centre les hôpitaux généraux de Biankouma, de Danané, de Zouan Hounien et de Sipilou, auxquels il convient d'ajouter la région du Cavally dont la proxi-



Les ministres Mabri Toikeusse et Aka Aouélé ont pris part à la cérémonie de pose de la 1<sup>ère</sup> pierre du futur Chr de Man (PHOTOS : BOSSON HONORÉ)

mité confère un avantage, en matière de référence ou de contre référence», a-t-il souligné.

Par ailleurs, le premier responsable du système sanitaire ivoirien a révélé que la construction de cet établis-

sement de premier plan s'inscrit dans le droit fil de la politique sociale du gouvernement de Côte

d'Ivoire. «Il m'impose le devoir de saluer le leadership du Chef de l'Etat et de lui rendre un vibrant hommage pour son ambitieux programme hospitalier, couplé à un programme social gouvernemental qui est une vraie réponse à la couverture sanitaire universelle », a-t-il fait remarquer.

## Une faculté de médecine...

Avant lui, le ministre Mabri Toikeusse, président du Conseil régional du Tonkpi, dont la ville de Man est la capitale, a, pour sa part, affirmé qu'il s'agit de prendre en compte un aspect des besoins sanitaires du Tonkpi. «Cette région ne

dispose pas d'un plateau technique convenu». De ce fait, il est difficile à la population d'avoir accès à «un service de santé de qualité », a déclaré le ministre Mabri.

Le président du Conseil régional du Tonkpi a, par ailleurs, fait une révélation, en affirmant qu'à la rentrée académique 2020-2021, l'université de Man ouvrira ses portes à une faculté de médecine. «Le Chr qui sera le fleuron des infrastructures sanitaires du Grand-Ouest, deviendra un Centre hospitalier universitaire (Chu), dès que nous aurons une faculté de médecine à l'Université de Man», a soutenu le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Ce centre de santé de haut niveau apportera donc «une amélioration de la qualité de l'offre de soins».

Et contribuera au renforcement et à la consolidation des conditions de vie de la population du Tonkpi, «exposée à tant de pathologies et tant de menaces sur leur état physique ».

Le ministre Mabri n'a pas manqué d'exprimer la gratitude des populations du Tonkpi au Chef de l'Etat qui ne cesse de multiplier les actions de développement, à leur endroit.

Le président du Conseil régional a, de ce fait, traduit leur «soutien indéfectible» au Président Alassane Ouattara.

MARCEL APPENA  
ENVOYE SPECIAL A MAN

## 80 000 foyers touchés par l'extension du réseau électrique

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a procédé ce jeudi 24 octobre, à Man, capitale de la région du Tonkpi, au lancement des travaux d'extension du réseau électrique dans la ville, dans le cadre du Projet de transport, de distribution et d'accès à l'électricité (PTDAE). Les travaux, d'un coût total de 3,5 milliards de Fcfa, sont financés par la Banque mondiale et par l'Etat de Côte d'Ivoire. Ils prendront fin au mois de juin 2020, soit dans huit mois, avec la mise en service des nouvelles lignes construites. Sur quarante quartiers que compte la ville de Man, ce sont 29 qui sont concernés par ce projet d'extension du réseau électrique, soit 80 000 abonnés qui pourront bénéficier d'une meilleure desserte de l'électricité.

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly s'est félicité de ce que les instructions du Président de la République, Alassane Ouattara, concernant la fourniture en électricité, sont traduites en actes concrets. «Ce qui me paraît extrêmement important, c'est le nombre d'abonnés dont les conditions de vie seront impactées», s'est félicité le chef du gouvernement. Au nom du Chef de l'Etat, Alas-



Le chef du gouvernement a donné le coup d'envoi de la réalisation de plusieurs infrastructures dans le tonkpi.

sane Ouattara, il a adressé ses félicitations à Côte d'Ivoire Energie et au ministre du Pétrole, de l'énergie et des énergies renouvelables, Abdourahmane Cissé, représenté à la cérémonie par le directeur de l'Energie. «*Tout cela rentre dans le cadre du Programme social du gouvernement. Nous avons décidé d'améliorer le quotidien de nos compatriotes et on le constate tous les jours. Des actes sont posés pour améliorer le quotidien des Ivoiriens*», a soutenu le Chef du gouver-

nement ivoirien. Une présentation sommaire faite par le directeur général de Côte d'Ivoire Energie, Amidou Traoré, montre que de 2012 à fin septembre 2019, ce sont au total 427 localités de la région du Tonkpi qui ont été engagées dans le cadre du Proner 2020. Les travaux qui débutent feront passer le nombre de localités électrifiées de 135 en 2011 à 562 à fin 2020 sur 604 localités, soit un taux de couverture passant de 22,35% en 2011 à 93,05% à fin 2020. Il précise

que toutes les autres localités de plus de 500 habitants, non encore pourvues, sont prises en compte par un programme et seront électrifiées d'ici fin 2025. Aussi, a-t-il précisé que ce projet d'extension du réseau électrique consistera à implanter 4762 poteaux en béton, dérouler 210 kilomètres de câbles, dont 43 km de moyenne tension et 167 km de basse tension et enfin, créer 68 postes de distribution.

SAINT-TRABI  
ENVOYE SPECIAL A MAN

## Un hôpital aux normes internationales

Un des traits caractéristiques du nouveau Chr de Man prévu pour être livré dans un délai de 18 mois, c'est qu'il présentera «un plateau technique aux normes internationales», a précisé le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, dans son allocution, à la cérémonie de pose de la première pierre. «Dans 18 mois, il ne sera plus nécessaire de procéder à des évacuations dans des hôpitaux à Daloa ou à Abidjan », a appuyé le chef du gouvernement.

«Avec un financement français, nous avons apporté notre expertise, avec la collaboration de l'Etat, pour définir un centre de santé modulaire,

spacieux, bénéficiant des dernières technologies existant en Europe, afin de réaliser dans 18 mois un hôpital tout à fait aux normes internationales. Il s'agit donc de répondre aux besoins et attentes de la population de Man» a indiqué François Dufranc, Dg de Vamed, structure à charge de réaliser cet hôpital.

Financée à hauteur de 28 milliards de F Cfa, cette infrastructure hospitalière qui s'inscrit dans le processus de développement durable (l'eau utilisée sera recyclée et réutilisée) sera dotée de 80 lits. Avec comme spécialité la néphrologie, elle traitera spécifiquement des maux relatifs aux reins (insuffisance rénale).

M. APPENA

# ● L'État appelé à encourager les investissements dans le Tonkpi



Le Premier ministre salue l'initiative des organisateurs de la 3<sup>e</sup> édition de la Jnce. (PHOTOS: HONORÉ BOSSON)

Le lancement de la 3<sup>e</sup> édition des Journées nationales du chef d'entreprise (Jnce) le 25 octobre à Man a suscité un réel intérêt des opérateurs et des décideurs. A cette tribune, Touré Masogbé, vice-présidente de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci), a déclaré que le secteur privé ivoirien prend une part active au développement des régions de la Côte d'Ivoire. Elle a appelé

les entrepreneurs à investir dans les régions. Au gouvernement, le secteur privé demande, par sa voix, d'accompagner davantage les opérateurs économiques qui décident de le faire. Parce qu'elle affirme être convaincue que même dans les régions les plus reculées et difficiles du pays, l'investissement et la croissance restent possibles. Mme Touré exhorte, pour ce faire, le Premier ministre à faciliter l'investissement dans ces régions et à adres-

ser les défis auxquels est confronté le secteur privé, créateur d'emplois et pourvoyeur de richesse, afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle de locomotive de l'économie nationale. « Le secteur privé reste disponible et disposé à accompagner le gouvernement dans sa politique de développement de nos régions. Le secteur privé a la capacité de se déployer sur toute l'étendue du territoire national », a déclaré la vice-présidente de la Cgeci. Elle affirme que la Côte

d'Ivoire dispose dans toutes ses régions d'atouts naturels dont la bonne exploitation pourrait contribuer à son développement. Il n'existe en effet, à l'entendre, de localité sur le territoire ivoirien qui ne donne d'opportunités d'investissements. Prenant l'exemple de la région du Tonkpi, qui accueille la 3<sup>e</sup> édition des Jnce, la vice-présidente de la Cgeci a noté qu'elle regorge de potentialités énormes, notamment des ressources minières, agricoles, fores-

tières, touristiques. Pour elle, certains compatriotes n'arrivent pas à faire d'analyses approfondies pour voir quel type d'activité développer dans une région donnée, parce qu'ils ne tiennent

pas compte des potentialités locales et connaissent des problèmes qui les poussent à jeter l'éponge ■

SAINT-TRA BI  
Envoyé spécial à Man

## ● Nadine Kla (commissaire générale) : « Les chefs d'entreprises sont prêts à graver les montagnes d'opportunités »

**A** l'ouverture officielle, vendredi de la 3<sup>e</sup> édition des Jnce, Nadine Kla, la commissaire générale, a annoncé la couleur: « Nous nous tenons prêts à graver les montagnes d'opportunités ». Belle image pour montrer que face aux potentiels économiques qu'offrent la ville de Man et ses localités environnantes, les chefs d'entreprises, qui ont effectué nombreux le déplacement, entendent mettre tout en œuvre pour se frayer un chemin, en vue de s'installer ou mettre sur pied des entreprises, dans la localité.

leurs activités dans la commune de Man, chef-lieu de région du Tonkpi », a-t-il souligné. L'édition 2019 des Jnce, qui se tient dans la capitale du Tonkpi, a été précédée par deux autres. La première, en 2017, s'est déroulée à Korhogo, dans la région du Poro et la deuxième, à San-Pédro, dans la Bas Sassandra. Ses journées ont pour objectif, entre autres, de susciter les intérêts des opérateurs économiques pour les régions d'accueil. Elles sont aussi mises en œuvre dans le but de corriger la disparité régionale entre Abidjan et les autres localités du pays. En effet, selon des chiffres de l'Institut national de la statistique (Ins), plus de 90% des entreprises en Côte d'Ivoire sont confortablement installées dans la capitale économique ivoirienne. Par ailleurs, ces journées constituent une plate-forme d'échanges entre chefs d'entreprises d'une part et d'autre part, entre les principaux acteurs et agents du développement local et les investisseurs notamment ■

MARCEL APPENA

## ● Félix Anoblé invite les banques à accompagner les Pme

Le ministre de la Promotion des Pme, Félix Anoblé, a animé vendredi un panel, au cours duquel il a donné des solutions pour la création d'entreprises dans le Tonkpi. C'était à l'occasion des journées nationales des chefs d'entreprises. Comment le gouvernement compte-t-il accompagner les Petites et moyennes entreprises (Pme) qui veulent s'installer dans la région du Tonkpi ? Répondant à cette interrogation, le ministre s'est appesanti sur un point permettant aux Ivoiriens d'être proches des activités minières, d'intégrer ce milieu, par exemple. Félix Anoblé a insisté également sur la transformation des produits locaux : manioc (farine), graine de palme (huile), etc. Il a aussi parlé du développement des entreprises de tourisme lo-



cales et de la création d'un circuit touristique autour des montagnes. Le ministre a indiqué que la promotion des Pme doit se faire avec le programme d'accompagnement des banques. « Que les banques prennent le risque d'accompagner la création des richesses, les Pme ». Selon un rapport du

ministère de la Promotion des Pme, le gouvernement a adopté un certain nombre de mesures en faveur des entreprises en Côte d'Ivoire, dont la Programme national de création d'incubateurs d'entreprises. Ce sont des structures d'appui à la création d'entreprises, notamment les Pme.

Les incubateurs réunissent les ressources spécialisées dédiées à l'accompagnement et à l'assistance des entreprises avant leur création ou dans les premières années de leur vie. Il convient de parler aussi de la stratégie d'appui au développement des Pme ivoiriennes dénommée « Programme Phoenix », adoptée par le gouvernement le 18 septembre 2015, à Abengourou. Ce programme, souligne Félix Anoblé, « marque la volonté du gouvernement de travailler à une véritable renaissance des Pme ivoiriennes et à l'émergence d'une classe d'entrepreneurs nationaux, jeunes et femmes, entre autres, l'amélioration du climat des affaires et l'amélioration de l'accès des Pme aux financements et aux marchés » ■

EMMANUEL KOUASSI

## La Case des mots

Par BENOÎT HILI

### L'ivresse de la tristesse (1)

**N**otre faiblesse est souvent dans notre ivresse à maugréer sans cesse notre tristesse. Cette maladresse n'attire que détresse. Sans cesse fulminer son stress, n'est-ce pas la voie express pour s'attirer d'autres stress ? Si la tristesse nous oppresse, c'est qu'on est à la mauvaise adresse. Car tristesse, détresse et stress s'emprennent toujours à la même adresse : l'adresse de notre faiblesse. A l'adresse de la petitesse ne vont que des petitesse et des bassesses. L'allégresse, l'inverse, ne vont pas là où se dresse la tristesse. Et l'on s'adresse volontiers à un faciès qui montre tendresse, gentillesse ou délicatesse. Nul ne s'empresse vers un faciès de tigresse, de diablesse. Un faciès d'ogresse ne fait pas florès. Il laisse perplexe, fait mauvaise presse. La sagesse est donc dans la souplesse de changer parfois d'adresse, c'est-à-dire, de réflexes. La détresse, on l'adresse, en changeant ainsi d'adresse, de réflexes. Changer de réflexes permet de divertir la tristesse, de se dérober du stress ■

## Journée mondiale de la mer 2019

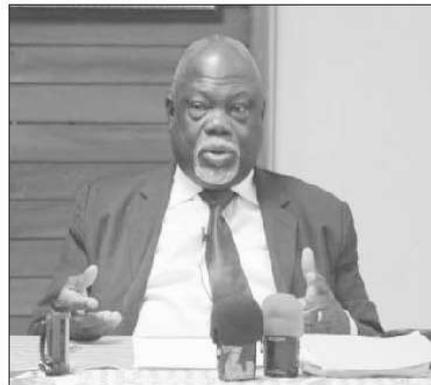
# Le gouvernement engage les femmes aux métiers de la mer

Le secrétaire d'État auprès du ministre des Transports, chargé des affaires maritimes, Philippe Légré, a lu la déclaration du gouvernement.

**A** l'instar des autres pays du monde, la Côte d'Ivoire célèbre, les 28 et 29 octobre, la Journée mondiale de la mer. Le gouvernement ivoirien, à travers son message lu par le secrétaire d'État auprès du ministre des Transports, chargé des affaires maritimes, Philippe Légré, fait un constat. Celui de la faible présence féminine de la gent féminine dans les métiers de la mer. D'où le thème retenu pour la célébration : « l'autonomisation de la femme dans la communauté maritime ». Qui est une invite à sensibiliser le monde à l'égalité du genre, conformément à l'objectif de développement durable N° 5 de l'Organisation des Nations unies, et à mettre en évi-

dence l'apport considérable des femmes dans ce secteur. Mais au-delà, le ministre Philippe Légré fait remarquer que l'autonomisation de la femme est plus qu'une nécessité. Mais encore plus grande dans le milieu maritime qui est un secteur traditionnellement à prédominance masculine. Or, prévient le ministre, « Si cette autonomisation n'est pas réalisée de manière satisfaisante, la communauté maritime sera privée de talents multiples. Notre pays passerait ainsi à côté d'un grand potentiel dormant, au moment où il a besoin de la synergie de toutes les forces vives de la nation ». Raison pour laquelle le secrétaire d'État auprès du ministre des Transports, chargé des Af-

aires maritimes, invite la communauté à mettre les bouchés doubles pour surmonter les obstacles structurels, institutionnels voire culturels de la société ivoirienne qui font croire que certains métiers sont exclusivement réservés aux hommes. La réalité, selon le premier responsable des affaires maritimes en Côte d'Ivoire, est que les entreprises dont la proportion des femmes à des postes de direction est plus élevée, obtiennent de meilleurs résultats. De même, les équipes mixtes sont plus productives, et donnent une plus grande satisfaction au travail, en plus de l'engagement et de la fidélisation. Toutefois, même si la situation féminine en milieu maritime n'est pas



La Côte d'Ivoire veut atteindre la parité homme et femme dans les métiers de la mer. (PHOTO : DR)

aussi satisfaisante, elle n'est cependant pas alarmante. Puisque de plus en plus, des femmes sont présentes dans le secteur, y compris les mé-  
 tiers de la navigation maritime et lagunaire. Il en est de même pour le management de petites et moyennes entreprises auxiliaires du transport maritime. « Bien évidemment, de nombreux efforts restent encore à fournir », fait remarquer Philippe Légré. Il faut rappeler que la journée mondiale de la mer, instituée par l'Organisation maritime internationale, sous l'égide des Nations unies, a pour objectif d'appeler l'attention de tous sur l'importance de la mer dans le développement économique des États, à travers les transports internationaux de masse, ainsi que leur approvisionnement en protéine animale d'origine marine et en ressources énergétiques. Elle est destinée, en outre, à souligner le rôle fondamental de l'Organisation maritime internationale dans l'adoption de normes visant à renforcer la sécurité et la sûreté maritimes, ainsi que la protection de l'environnement marin ■

MARC YEVOU

## Prévention du paludisme et maladies assimilées Une campagne de démoustication lancée à Grand Bassam

**L**e ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, à travers l'Institut national d'hygiène publique (Inhp), a entrepris une vaste opération de démoustication dans la ville de Grand-Bassam. Dans le cadre de la gestion des risques sanitaires liés aux inondations survenues récemment. Lancée le 25 octobre au quartier impérial, en présence des autorités administratives, coutumières et religieuses, pour huit jours, elle va consister à pulvériser, à l'aide de machines motorisées, sur un rayon de 25 m, toutes les rues de la ville avec des insecticides mélangés à de l'eau. Aussi, Ida Camara, 2e secrétaire générale de la préfecture de Grand Bassam, a-t-il invité les populations à laisser ouvertes leurs fenêtres afin de permettre au produit de pénétrer dans les habitations et tuer les moustiques et autres insectes. « Le produit utilisé n'est pas nocif mais plutôt un moyen de vous préserver des piqûres de moustiques et autres insectes capable de vous exposer à des épidémies »,

a-t-elle expliqué aux personnes qui ont effectué le déplacement à la Paroisse Cœur immaculée de Marie du quartier impérial ; lieu qui abrite un site de sinistre de cette catastrophe. Au nom du ministre le Dr Aka Aouélé qui, précise-t-elle, a instruit ses services de mettre tout en œuvre pour préserver les six sites répertoriés devant accueillir les actuels sans-abris, Ida Camara a, une fois de plus, adressé sa compassion aux victimes avant d'informer des dispositions en cours pour résoudre totalement le problème. Le Pr Bénédi Bi Vroh Joseph, directeur de l'Inhp, quant à lui, n'a pas manqué de rappeler que l'action de démoustication vise à prévenir d'une épidémie de paludisme et d'autres infections. Elle se

tient en deux phases dont la première est la sensibilisation à la reconnaissance et la destruction des gîtes larvaires parce que lorsqu'il y a une inondation, il y a la collecte de l'eau dans de nombreux récipients. Ensuite, ce sera la pulvérisation et la fumigation de la ville pour détruire les moustiques adultes qui sont déjà volants. Il a insisté sur le fait que les produits ne sont nocifs que pour les moustiques même si, dans un premier temps, ils peuvent faire légèrement tousser en cas d'inhalation. Selon le directeur général de l'Inhp, les autres localités, notamment Alépé, Ananda, Aboisso, qui ont aussi été inondées bénéficieront de cette action de démoustication ■

HERVÉ ADOU

### ANNONCE

LA DIRECTION DE GAPUMA CI INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QUE M.JITU KUKREJA NE FAIT PLUS PARTI DE SON PERSONNEL DEPUIS LE 30/09/2019.

PAR CONSÉQUENT ELLE DECLINE TOUTES RESPONSABILITES DE CELUI-CI.

Fait à Abidjan, le 16 Octobre 2019

KPMG CI recrute pour le compte d'une filiale d'un groupe évoluant dans les domaines de l'Electricité, Gaz, Transport d'Hydrocarbure et BTP en Afrique de l'Ouest pour un poste basé à Abidjan-Côte d'Ivoire



### AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre des orientations de son plan de développement stratégique et en vue de renforcer ses effectifs, une filiale d'un groupe basée à Abidjan (Côte d'Ivoire) évoluant dans les domaines de l'Electricité, Gaz, Transport d'Hydrocarbure et du BTP lance un avis de recrutement pour les postes suivants:

Un(e) (1) Directeur(trice) Général(e)	Un(e) (1) Directeur(trice) Administratif(ve) et Financier(ère)
---------------------------------------	--

Consultez l'offre détaillée sur la plateforme de recrutement [www.kpmgci-recrutement.ci](http://www.kpmgci-recrutement.ci).

Les dossiers de candidature précisant le poste doivent être adressés en ligne sur la plateforme de recrutement [www.kpmgci-recrutement.ci](http://www.kpmgci-recrutement.ci) au plus tard le 23 novembre 2019 à 23 heures 59 minutes GMT.

Vous recevrez une notification automatique confirmant la prise en compte de votre candidature. Pour toute question, veuillez contacter l'équipe de recrutement People and Change par email à [support@peopleandchangekpmg.ci](mailto:support@peopleandchangekpmg.ci) ou par téléphone (225) 20 22 57 53 / 20 22 57 80.

KPMG-CI garantit la confidentialité du processus. Les dossiers incomplets, non conformes, ou parvenus hors délai, ou soumis par email ne seront pas examinés.

KPMG-CI vous remercie de votre intérêt. Seuls(es) les candidats(es) retenus (es) pour les prochaines étapes seront contactés (es). Confidentialité assurée.

# Séminaire de la Cour des comptes

## Les élus locaux s'approprient les bonnes pratiques

Pendant trois jours, maires, présidents de Conseils régionaux vont s'imprégner des réflexes de bonne gouvernance en matière de finances publiques...



**FILTISAC S.A.**  
Société Anonyme avec Conseil d'Administration  
Au capital de 8 814 837 500 f.cfa  
Siège social : km8, route d'Adzopé  
01 B.P. 3962 Abidjan 01  
RCM : CI-ABJ-1965-B-4412

### COMPARATIF D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2019

#### COMPTES SOCIAUX

	30 Juin 2019 (MFCFA)	30 Juin 2018 (MFCFA)	Variation 30-06-2019 vs 30-06-2018		Exercice 2018 (MFCFA)
			En %	En valeur	
Chiffre d'affaires net HT	17 735	19 656	- 10%	- 1 921	43 899
Résultat d'exploitation	20	107	- 81%	- 87	2 280
Résultat financier	267	- 132	+ 302%	+ 399	- 560
Résultat des activités ordinaires	287	- 25	+ 1 248%	+ 312	1 701
Résultat HAO	2	1	+ 100%	+ 1	17
Impôt sur le Résultat	- 35	- 35			- 35
Résultat Net	254	- 59	+ 531%	+ 313	1 683

#### RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

Au premier semestre 2019, les ventes sont en retrait de 11%. Les activités sont marquées par un démarrage tardif de la campagne Anacarde lié aux perturbations du cours mondial de ce produit, par un recul de nos ventes d'emballages synthétiques et par la fermeture planifiée de notre atelier Corderie de Bouaké. Cependant, le département Emballages Rigides affiche une croissance positive.

Le résultat d'exploitation, en retrait de 87 M FCFA, est affecté par la baisse des ventes.

Le résultat financier s'améliore grâce aux efforts de réduction du BFR, qui induisent une baisse des charges financières, et par la hausse des dividendes perçus des filiales.

Le Résultat Net dégage un solde bénéficiaire de 254 MFCFA contre -59 MFCFA au premier semestre 2018.

#### PERSPECTIVES

Le second semestre, période de haute saison, laisse augurer des perspectives satisfaisantes eu égard aux bonnes conditions climatiques.

#### COMPTES CONSOLIDES

	30 Juin 2019 (MFCFA)	30 Juin 2018 (MFCFA)	Variation 30-06-2019 vs 30-06-2018		Exercice 2018 (MFCFA)
			En %	En valeur	
Chiffre d'affaires net HT	109 582	85 565	28%	24 017	172 177
Résultat courant	7 554	3 412	121%	4 142	3 016
R. Net part des minoritaires	4 611	2 092	120%	2 519	983
R. net part groupe	2 777	1 338	108%	1 439	1 164

Au premier semestre 2019, le chiffre d'affaires consolidé affiche une croissance de 28% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2018, principalement impacté par les ventes des filiales opérant dans le secteur du Coton.

Le tableau de résultat pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019, ainsi que le rapport d'activité semestriel des comptes individuels et consolidés ont fait l'objet d'attestation des commissaires aux comptes.

Les préfets de région et l'ensemble des élus locaux de Côte d'Ivoire bénéficient depuis le 24 octobre à l'hôtel Président de Yamoussoukro, d'un renforcement des capacités sur la bonne gouvernance des finances publiques mises à leur disposition.

En initiant ce séminaire de formation, la Cour des Comptes (Cc) entend expliquer aux ordonnateurs des dépenses publiques les différents aspects du contrôle qu'elle exerce. Il s'agit également de les former et les sensibiliser sur leur rôle dans la collecte et la gestion des ressources publiques, à l'effet de les prémunir contre le maniement des deniers publics susceptibles de les exposer à une gestion de fait.

Au cours de ce séminaire, les élus locaux vont en outre être instruits sur les actes et comportements constitutifs de faute de groupement de gestion. Au final, il s'agit de les exhorter à une saine exécution des budgets. Mais surtout à une exécution diligente des budgets d'investissement.

Pour Adama Coulibaly, ministre de l'Economie et des finances, qui représentait le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly à l'ouverture des travaux, l'objectif visé par le gouvernement est clair : « Utiliser de façon rationnelle les ressources de l'Etat, en réduisant le plus possible les dépenses de fonctionnement afin de dégager des ressources supplémentaires pour réaliser des investissements socioéconomiques dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'électrification rurale et de la fourniture de l'eau potable aux populations ».

Après avoir invité les élus locaux à porter une attention particulière à ces secteurs, le ministre Adama Coulibaly leur a souligné que le gouvernement attend des collectivités territoriales une forte dynamique de développement local par la création d'activités et d'emplois, notamment pour les jeunes et les femmes, ainsi que la mise à disposition pour l'ensemble de la population d'infrastructures socioéconomiques de qualité. « C'est pourquoi le gouvernement s'efforcera de créer les conditions d'une plus grande autonomie financière des collectivités territoriales, pour leur permettre de mener des actions susceptibles de contribuer à la réduction du chômage et de la pauvreté dans toutes les régions du pays », a expliqué le ministre de l'Economie et des finances.

Ces objectifs du gouvernement, a-t-il indiqué, ne pourront être atteints que si les ressources sont utilisées de façon saine et optimale.

C'est donc pour jouer son rôle de contrôleur que la Chambre des comptes a été érigée en Cour des comptes, a rappelé le ministre de l'Economie et des finances, pour qui, ce séminaire offre trois opportunités. D'abord donner aux élus locaux de mieux apprécier leurs rôles et leurs responsabilités dans l'exécution des recettes et des dépenses publiques locales. Ensuite, les amener à porter un regard critique et constructif sur les règles d'organisation et de fonctionnement des collectivités dans ses différents aspects, ainsi que les conditions nécessaires à la réussite de leur mission.

Enfin, leur donner de faire connaître au gouvernement les contraintes qui subsistent encore et qu'il est nécessaire de lever pour leur permettre d'améliorer la gouvernance de leurs différentes entités. Pour Sidiki Diakité, ministre de la Décentralisation et de l'Administration du territoire, les entités déconcentrées ont énormément contribué à la réalisation de nouveaux investissements dans les régions et communes de Côte d'Ivoire. C'est pourquoi, fait-il remarquer, le Président Alassane Ouattara accorde un grand intérêt à ces entités dont le nombre va sans cesse croissant, afin de rapprocher l'administration et le développement, des populations ivoiriennes.

Le ministre Sidiki Diakité a profité de cette tribune pour appeler les préfets, délégués de pouvoir de tutelle sur les collectivités, de ne jamais hésiter à améliorer et à parfaire leur appropriation des textes relatifs, en vue d'un exercice toujours plus satisfaisant de cette responsabilité qui est la leur.

Quant à Kanvaly Diomandé, président de la Cour des comptes, il a révélé qu'au titre de l'exercice 2018, ce sont près de 59 milliards de FCfa que l'Etat a octroyé aux collectivités, en termes de subventions. Tandis qu'au cours du même exercice, elles ont recouvré 256 milliards de FCfa, au titre des recettes propres.

Kanvaly Diomandé a poursuivi pour dire que dans l'ensemble, les élus locaux accordent 90% des budgets alloués au fonctionnement, contre 10% consacrés aux investissements.

Pour lui donc, face à la rareté des ressources, la nécessité d'un assainissement budgétaire s'impose à tous les acteurs.

Aux élus locaux, il a signifié que la Cour des comptes interviendra pour contrôler la mise en œuvre effective de toutes les actions programmées et à l'exécution rationnelle des ressources affectées à chaque collectivité ■

N'DRI CÉLESTIN

# Port autonome d'Abidjan

## Hien Sié : « Les perspectives sont bonnes »

262 travailleurs ont été distingués le 25 octobre, en présence des ministres Pascal Abinan Kouakou et Amadou Koné.



Le Directeur général du PAA reçoit sa médaille des mains du ministre Amadou Koné. (PHOTO : DR)

Les perspectives sont bonnes pour le port autonome d'Abidjan (Paa). Selon son directeur général, Hien Sié, le Paa sera dans les prochaines années non seulement le premier port de la côte ouest africaine, mais également une référence en Afrique. Il l'a indiqué vendredi, à l'occasion d'une cérémonie de décoration de 262 travailleurs du port. C'était en présence du ministre des Transports, Amadou Koné, et Pascal Abinan Kouakou, ministre de l'Emploi et de la Protection sociale. « Ce sont au total 1125 milliards d'investissements qui sont en cours entre 2012 et 2020. Cela a permis notamment la construction d'un nouveau port de pêche, inauguré en 2015, l'approfondissement et l'élargissement du canal de Vridi, inauguré le 21 février 2019, la construction d'un nouveau terminal roro qui sera inauguré fin mai 2020, la construction d'un second terminal à containers, dont les travaux d'infrastructures seront livrés fin 2019 et dont l'inauguration aura lieu au grand tard en septembre 2020, la construction d'un nouveau terminal céréalier, la modernisation du terminal minéralier. Tous ces grands projets structurants vont permettre au port d'Abidjan de franchir un autre cap », a-t-il souligné. Avant d'ajouter : « Avec la réalisation de ces grands projets structurants, les perspectives sont bonnes pour le port d'Abidjan. Nous serons non seulement le premier port de la côte ouest africaine, mais nous serons également un port de référence sur la façade atlantique d'Afrique, entre Tanger et Durban. A ce jour déjà, le Paa est passé de 700 000 tonnes en 1951 à 24 000.000 tonnes en 2019 ».

Pour sa part, tout en adressant ses félicitations aux récipiendaires, le ministre des Transports, Amadou Koné, a lancé un appel à son collègue en charge du budget pour la poursuite du projet de développement du port autonome d'Abidjan. « Je plaide auprès du ministre du Budget pour que nous fassions tout afin que le programme de développement du port autonome d'Abidjan que nous avons commencé puisse se poursuivre. Le port étant un instrument essentiel de notre développement, mais également un instrument essentiel de collecte de ressources pour notre budget ». Abinan Kouakou a également adressé ses remerciements et ses félicitations aux travailleurs du port pour leurs efforts et leur contribution au développement du Paa. « Au-delà du travail, c'est une partie de votre vie que vous avez consacrée au rayonnement de ce port qui vient ainsi d'être reconnue et récompensée. C'est le témoignage de la satisfaction du Paa, la reconnaissance de votre mérite par la République de Côte d'Ivoire. Portez-la avec fierté. Recevez-la comme une source de motivation », a-t-il lancé. Au nom des heureux élus, le commandant de la marine, Soro Sinali, a exprimé sa gratitude à l'Etat de Côte d'Ivoire pour cette reconnaissance. « Ces médailles que nous portons avec fierté, au-delà de l'honneur qu'elles nous procurent, sont aussi une source de motivation. Nous prenons l'engagement de redoubler d'ardeur au travail pour mériter ces médailles », a-t-il affirmé. Soulignons que parmi les récipiendaires, figure le directeur général du port lui-même ■

CASIMIR DJÉZOU

### APPEL A MANIFESTATION D'INTERET



Dans le cadre de l'optimisation de son patrimoine immobilier, NESTLÉ CÔTE D'IVOIRE met en vente, par l'intermédiaire de CBRE Excellerate, son siège sis à rue du lycée technique à Cocody

#### 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

CBRE EXCELLERATE CI BP 779 CIDEX 03

#### 2. OBJET

Vente du siège Nestlé d'une surface utile brut de 2 215 m2 sur son terrain d'assise d'une superficie de 8 027 m2 enregistré sous les titres fonciers N° 1271, N° 1149, N° 1024 du livre foncier de Bingerville/Cocody.

#### 3. PROCEDURE

1

##### PHASE 1 : EXPRESSION D'INTERÊT ET VISITE DE SITE

Les personnes ou entreprises sont priées de contacter l'entreprise CBRE Excellerate au : (+225) 51 99 20 20  
info@cbreexcellerate.com

Pour manifester leur intérêt et prendre rendez-vous pour la visite de site.

Les visites de site auront lieu, les **Samedis 12, 26 Octobre, et 09, 16, 23 Novembre, 2019**

2

##### PHASE 2 : DÉPÔT DE CANDIDATURE

Les candidats désireux de faire une proposition d'achat seront invités à le faire uniquement à l'adresse suivante:

offre@cbreexcellerate.com

En mentionnant:  
- Nom de la personne morale ou physique  
- Adresse  
- Montant de l'offre  
- Mode de paiement

Objet Ref: Offre Cocody Siège

La date de limite de transmission des offres d'achat est fixée à : **Vendredi 29 Novembre 2019**

3

##### PHASE 3 : PROCESSUS DE SÉLECTION

Un second appel d'offre sera organisé pour les candidatures retenues.

CBRE Excellerate contactera les soumissionnaires sélectionnés ultérieurement

#### 4. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire peut être obtenu du Lundi au Vendredi de 9h à 15h au numéro: (+225) 51 99 20 20



CBRE | EXCELLERATE

# Administration publique

## 24 comités de développement durable installés

La cérémonie d'installation des comités de développement durable des ministères a eu lieu le 24 octobre, à la Primature au Plateau.



L'installation des comités de développement durable des ministères a été faite par le Pr Joseph Séka Séka. (PHOTO: DR)

A lo d ct ur  
ma fi le est  
mal de

Les vols et coupures de câbles perturbent le réseau et peuvent mettre des vies en danger, en rendant les communications impossibles.

Ensemble, protégeons notre réseau : dénonçons ces actes en appelant le numéro vert.

Signalez-les gratuitement au **20 200 200**

Vous rapprocher de l'essentiel



Le ministre de l'Environnement et du Développement durable, Pr Joseph Séka Séka, a procédé à l'installation officielle de 24 comités de développement durable des ministères. C'était le 24 octobre à l'auditorium de la Primature, au Plateau. Composés d'experts issus de plusieurs ministères techniques (Promotion des Pme, Enseignement supérieur, Économie numérique et de la poste, Tourisme et loisirs...), ces comités sont chargés de faire la promotion des enjeux du développement durable au sein des ministères qui les hébergent, à travers le plaidoyer et la diffusion de bonnes pratiques. Le ministre Séka Séka a salué la promptitude avec laquelle ces comités ont été mis sur pied. « Je voudrais féliciter les membres des comités de développement durable ici présents pour avoir accepté la lourde tâche de veiller à l'implantation du développement durable dans tous les ministères », a-t-il affirmé, en présence des points focaux. Tout en expliquant l'objectif spécifique assigné à ces comités : « Il s'agit bien de constituer, au fil des années, une masse critique de citoyens engagés volontairement à mettre en œuvre au quotidien, en milieu professionnel comme dans la vie courante, les principes du développement durable ». Pr Joseph Séka Séka a, en outre, exhorté les comités à se mettre au travail afin de contribuer à réaliser l'Ivoirien nouveau. Ebe Boti Caroline a, au nom des bénéficiaires, remercié le ministre en charge de l'Environnement pour la confiance placée en eux et pris l'engagement de participer effectivement à la promotion du développement durable dans les différentes administrations publiques. Et ce, à travers la sensibilisation et la formation du personnel ■

ÉMÉLINE P. AMANGOUA

### Tendance

**INNOVATION.** Un programme sociétal visant à encourager, accompagner et soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et l'innovation dans le secteur des Tic en Côte d'Ivoire, a été lancé par Moov Côte d'Ivoire, le 23 octobre. Le programme qui est à sa 2<sup>e</sup> édition comprend deux concours dédiés au développement d'applications et de projets innovants dans le domaine des Tic. Il s'agit du concours d'applications Mobiles et du concours de Start-up. Le concours d'application mobile sélectionne et récompense les cinq meilleures applications mobiles. Les applications développées devront in-

tégrer l'une des 8 thématiques que sont : Écologie (environnement, énergie...), éducation, agriculture et commerce, culture et société, transport, santé, divertissement et loisirs. Le concours de start-up promeut et soutient à travers un accompagnement financier, l'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat des jeunes dans le domaine des Tic. Les projets et Start-up mis en compétition devront participer à la promotion, à la vulgarisation et à l'utilisation du service mobile money. L'enjeu, contribuer à la vulgarisation, du service mobile money, digitaliser les paiements et favoriser l'inclusion financière en Côte d'Ivoire ■

# Promotion des Pme

## Une commission de contrôle des structures d'accompagnement mise en place

Les membres de la commission ont été officiellement investis le 23 octobre, au Plateau.

Les membres de la commission de suivi-contrôle, et du secrétariat technique des structures d'accompagnement pour la promotion des petites et moyennes entreprises (Pme) en Côte d'Ivoire, ont été officiellement installés. La cérémonie a eu lieu le 23 octobre au ministère en charge des Pme, au Plateau. La mise en place de cette commission matérialise la volonté de l'État de redynamiser les Pme ivoiriennes, comme l'a indiqué le président de la commission de suivi et de contrôle (Csc), Kragbé Béhibro Philippe. Selon lui, le développement et la pérennisation des Pme nécessitent la mise en place d'un programme de soutien à la création des structures d'encadrement et d'accom-



Cette commission matérialise la volonté de l'État de redynamiser les Pme ivoiriennes. (PHOTO: DR)

pagement des Pme (incubateurs, couveuses et pépinière d'entreprises). Ainsi, a-t-il poursuivi, c'est pour réguler la création de ces structures d'accompagnement que le gouvernement a adopté par décret la création de la présente commission dont les membres ont été investis. Aussi, la commission aura pour mission de proposer l'attribution et le renouvellement des structures d'accompagnement à la signature du ministre chargé de la promotion des Pme, de valider les différents programmes des structures d'accompagnement, de coordonner les activités du réseau national des structures d'accompagnement et d'assurer le suivi et l'évaluation des structures d'accompagnement, pour ne citer que ces attributions. Cependant,

pour Philippe Béhibro, la plus importante de toutes ces missions consistera à pousser ces Pme sur la voie de la réussite, afin d'en faire des « champions nationaux ». Marie Thérèse Okou, représentant le ministre en charge des Pme, a traduit sa joie de voir la commission démarrer ses activités. Elle a rappelé l'importante mission qui lui est confiée, celle de travailler de concert avec le ministère de tutelle, à faire des Pme la locomotive de l'économie ivoirienne. Exprimant sa foi en la réussite de leur mission, la représentante du ministère a demandé aux membres de la commission d'œuvrer à faire sortir de l'informel toutes les structures d'accompagnement qui y sont encore ■

DRAMOUS YÉTI

### Location d'entrepôts aux normes internationales Sécurisés avec une alimentation électrique et une connectivité fiables



Adaptés à l'industrie légère, l'assemblage, la transformation, le stockage et la distribution

- Entrepôts standards
- Installations sur mesure
- Espaces non couverts
- Showrooms

**PAIEMENTS  
TRIMESTRIELS**

+225 78 78 96 36 | warehouseabidjan@agility.com



# Après la table ronde des bailleurs à Dubaï Ces grands projets touristiques qui vont booster la destination Ivoire

La Côte d'Ivoire a mobilisé un peu plus de 2500 milliards de F Cfa les 20 et 21 octobre à Dubaï; ces investissements devraient contribuer à opérer une révolution à 180° des infrastructures touristiques.

La révolution touristique annoncée par "Sublime Côte d'Ivoire", la stratégie nationale de développement touristique, est en marche. La Table-ronde des bailleurs, dédiée à "Sublime Côte d'Ivoire", les 20 et 21 octobre à Dubaï, a été un coup d'accélérateur dans sa mise en œuvre. Le Gouvernement ivoirien, conduit par les ministres Patrick Achi, Secrétaire général de la Présidence de la République, et Siandou Fofana du Tourisme et des Loisirs, au Ritz-Carlton de Dubaï international Financial Center, a mobilisé 2500 milliards de F Cfa pour conclure de grands projets touristiques qui vont changer le visage de la Côte d'Ivoire. Au nombre des investisseurs qui ont contracté formellement avec l'Etat ivoirien, IHC, Paris Inn, Cesec, China Railway, Al Deaffah, Express Line, Yenigun, Shapoorji Palonji, la Financière des Oliviers, Sino Worldwid Investment Ltd. Ces investissements devraient contribuer à opérer une révolution à 180° des infrastructures touristiques, tout en créant de nouveaux produits et modes de consommation en matière de tourisme et de loisirs.

**Abidjan, entre merveilles hôtelières...**  
Au nombre de ces projets,



Le ministre Siandou multiplie les initiatives pour la matérialisation de "Sublime Côte d'Ivoire".

se trouve en bonne place « Maison Albar Hôtels », d'un coût estimatif de 50 millions d'euros (Plus de 32 milliards de FCfa), dans le cadre d'un Partenariat Public/Privé (Ppp). En effet, Siandou Fofana a signé avec cette marque française d'hôtels 5 étoiles créée en 2014 par Jean-Bernard et Céline Falco (née Albar), fondateurs du mythique Paris Inn Group, pour la création d'un réceptif 5 étoiles, à Abidjan. Symbole

de l'élégance à la française, « Maison Albar Hôtels » Abidjan. Toujours fruit d'une convention de Ppp avec le groupe ivoiro-marocain Ivoirian Hotel Corporation (IHC), le projet de construction d'un « Mix Use » au cœur d'Abidjan a été acté à Dubaï entre Nabil Silitine, le Ceo, et le ministre Siandou Fofana. Et ce, pour le projet de « La Tour de la Nation » qui devrait sortir de terre d'ici 3 ans. Ce complexe qui s'élèvera à 225 mè-

tres (46 étages), sera une curiosité touristique à tous égards. Ce complexe intégrera 2 parcs botaniques dits Jardins Brésolles, mitoyens avec l'hôtel du district d'Abidjan. « La Tour de la Nation » proposera un hôtel, des résidences de luxe, des espaces de shopping haut de gamme, de loisirs et détente innovants, des restaurants etc. Porté par le Groupe Global Life et sous le prisme d'accords interministériels, le projet "Smart city" de Treichville

annonce l'édification d'infrastructures immobilières dont la féérique « Tour iconique », des lieux de vie touristiques, sanitaires, de loisirs, de transports et de mobilité alliant efficacité énergétique et habitat intelligent. Autre projet qui a fait l'objet de convention, c'est le projet d'aménagement du Kilomètre 4, Boulevard de Marseille à Abidjan-Biétry baptisé « La balade du monde ». Berge languinaire dont la transformation devrait aboutir à une marina, déclinant une sorte d'écosystème culturel, architectural, culinaire, etc.

... Marina et parcs d'attraction

Le tout pour un coût prévisionnel de 100 milliards de F Cfa. Dans le même élan, l'ancienne capitale de la Côte d'Ivoire, Bingerville, bénéficiera d'un complexe comprenant un Palais de 5 étoiles avec un Palais des congrès, un parc animalier, un circuit d'écotourisme, un musée et des sites de loisirs futuristes. 4 projets, en l'occurrence, de complexes hôteliers et d'un centre commercial ont été actés par Groupe Aldeafah. Il s'agit de trois à Abidjan (Baie des milliardaires, Cocody, Plateau) et d'un à Assinie. L'intérieur du pays n'est pas en reste. Des consortiums d'Asie et d'Europe, ainsi que

du Moyen-Orient, en partenariat avec l'Etat et des opérateurs privés ivoiriens, participent à la réalisation de diverses infrastructures contenues dans « Sublime Côte d'Ivoire », ainsi que dans le cadre de l'organisation, en 2023, de la Coupe d'Afrique des Nations (Can) de football en Côte d'Ivoire. Il en est ainsi des « Relais-pailloles », des bungalows répondant aux normes écologiques et s'inscrivant dans la vision d'un tourisme durable et équitable ; et des « Villas Ivoire », des réceptifs hôteliers de moyen standing pouvant favoriser le développement du tourisme intérieur.

Au plan du tourisme culturel et patrimonial, le circuit de « La Route des Rois » a aussi eu preneur aux Emirats, grâce à l'engagement d'un investisseur ivoirien. Circuit de découverte des trésors culturels du sud au nord-est du pays, il entend développer une offre pour les touristes internes, mais aussi et surtout internationaux (haut et milieu de gamme) d'écotourisme, de découverte et d'immersion dans la culture ivoirienne, de l'artisanat local, avec en sus, un safari dans le parc naturel de la Comoé ■

SERGES N'GUESSANT



## COMMUNIQUÉ

Le BNETD conclut un partenariat stratégique en matière de géodésie avec la NASA

Le Bureau National d'Etudes Techniques et Développement (BNETD) pôle d'expertise de haut niveau au service du développement et partenaire de l'Etat de Côte d'Ivoire, est heureux d'annoncer la signature, le 12 juillet 2019, d'un partenariat stratégique avec la «National Aeronautics and Space Administration», plus connue sous l'acronyme de NASA. Cette agence gouvernementale américaine est responsable de la majeure partie du programme spatial civil et de recherche aéronautique des États-Unis.

Ce partenariat instaure une coopération pour résoudre d'importants problèmes scientifiques liés à l'observation de la terre et à l'amélioration du système mondial d'observation géodésique et de ses services constitutifs. Les systèmes géodésiques spatiaux fonctionnent sur des réseaux globaux, régionaux et locaux pour prendre en compte l'ampleur des interactions mécaniques entre différents composants du système terrestre. Les observations globales sont synthétisées pour fournir des informations sur la déformation de la terre solide et son orientation. Les produits standards, tels que le référentiel terrestre international (IRTF), les paramètres d'orientation de la Terre et le Référentiel International Céleste (ICRF), sont des produits de ces observations.

La collaboration des parties comprend le développement de techniques

géodésiques spatiales, le partage de données à partir de réseaux d'observation géodésiques locaux et mondiaux, l'amélioration des capacités d'analyse et la recherche sur le mouvement de la croûte terrestre, l'ITRF, l'ICRF, la rotation de la Terre /mouvement polaire et les interactions des systèmes de la Terre ainsi que la prévision /réduction des risques naturels. Cette collaboration renforcera l'infrastructure géodésique mondiale, améliorera la recherche et le développement du système mondial d'observation de la Terre, et facilitera les échanges et la discussion sur des problèmes géodésiques difficiles.

Ce partenariat devrait à terme améliorer le positionnement par GPS en Côte d'Ivoire avec comme corollaire la facilitation du travail des géomètres, des opérateurs techniques dans le foncier rural et dans les travaux publics.

**À propos du BNETD**  
Vision : Faire du BNETD un pôle d'expertise de haut niveau au service du développement et un partenaire privilégié de l'Etat de Côte d'Ivoire. Quelques chiffres : 41 ans d'expérience, 1040 collaborateurs, 200 projets par an, 16 pays couverts.

**Pôles d'expertise :** Transport, Infrastructures et Environnement - Bâtiment

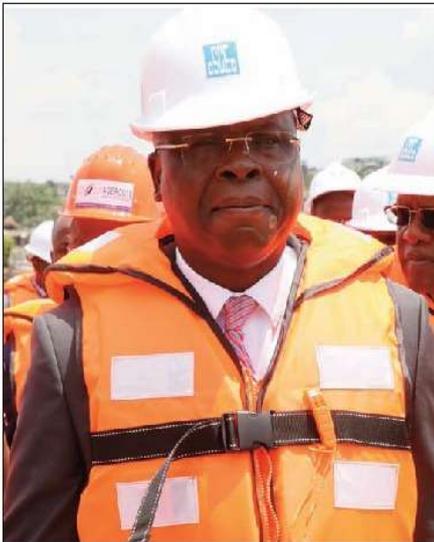
et Aménagement Territorial - Agriculture, Information Géographique et du Numérique - Economie, Finances et Industrialisation - Formation - Innovation. Offre de services : Assistance et conseil à maîtrise d'ouvrage, Conception et études pour maîtrise d'œuvre, Suivi et contrôle de travaux.

Certifié ISO 9001 version 2015 Système Management par la Qualité.  
**À propos de la NASA**  
Quelques chiffres : 61 ans d'expérience, 17 219 collaborateurs, 21,5 milliards \$ de budget en 2019.

La NASA a pour mission de mener un programme d'exploration innovant et durable avec des partenaires commerciaux et internationaux afin de permettre l'expansion humaine à travers le système solaire et de ramener de nouvelles connaissances et opportunités sur Terre, de soutenir la croissance de l'économie nationale dans les domaines de l'aéronautique, de mieux comprendre les Univers et notre place dans ce secteur en collaborant avec l'industrie pour améliorer les technologies aérospatiales américaines et pour faire progresser le leadership américain. Dans le cadre du programme Artemis, la NASA collabore avec des entreprises américaines et des partenaires internationaux pour revenir sur la Lune d'ici 2024, puis sur Mars.

# Travaux de construction du 4<sup>e</sup> pont Bientôt la fin du processus d'indemnisation

Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier s'est exprimé au terme d'une visite de travail sur le chantier.



Amedé Koffi Kouakou a souligné la volonté du gouvernement de permettre au projet de retrouver son rythme normal.

Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, a évoqué le 23 octobre, la question de l'indemnisation des populations impactées par la construction du 4<sup>e</sup> pont qui permettra de rallier les quartiers de Yopougon et d'Adjamé en 10 minutes maximum contre des heures actuellement, du fait des interminables bouchons. Il s'est exprimé au terme d'une visite de travail sur le chantier en compagnie de Gilbert Kafana Koné et Paulin Danho, respectivement maires de Yopougon et d'Attécoubé. Amedé Koffi Kouakou a expliqué que 11 000 sur 13 000 ménages impactés ont signé

l'accord d'indemnisation proposé par le gouvernement et qu'une solution est en discussion avec les 2000 autres. Au dire du ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, 5000 ménages ont déjà été indemnisés et le gouvernement entend boucler rapidement cette partie du projet, pour permettre au chantier de retrouver son rythme normal. Puisque présentement les travaux enregistrent 12 % de taux de réalisation contre 35 % initialement prévu, selon lui. Il a insisté sur la volonté du gouvernement de tout mettre en œuvre pour protéger les intérêts des populations impactées par les travaux, « parce que vous ne pouvez pas leur dire

de partir sans les dédommager », a-t-il souligné. Amedé Koffi Kouakou, Gilbert Kafana Koné et Paulin Danho ont parcouru la plateforme de travail installée d'une rive à l'autre le long du tracé du pont, pour

constater l'état d'avancement des travaux. Peu avant, ils ont pris part à une séance de briefing au cours de laquelle l'opérateur chargé des travaux a fait une présentation technique des travaux en cours sur le

chantier. Pour rappel, c'est le 31 juillet 2018 que le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a procédé au lancement officiel des travaux du quatrième pont d'Abidjan d'un coût de 142 milliards FCfa financé

par la Banque africaine de développement (Bad), dans le cadre du Projet de transport urbain d'Abidjan (Ptua) ■

ABOUBAKAR BAMBA



## INVENTAIRE FORESTIER ET FAUNIQUE NATIONAL IFFN, TOUS CONCERNÉS



Le saviez-vous ?

Au cours des 60 dernières années, près de 90% de la surface de la forêt ivoirienne a disparu ! Il faut agir vite !

**DÉBUT JANVIER 2019, LA CÔTE D'IVOIRE A OFFICIELLEMENT LANCÉ SON INVENTAIRE FORESTIER ET FAUNIQUE NATIONAL (IFFN), PROJET DU MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS (MINEF). APRÈS PLUSIEURS MOIS DE PRÉPARATION TECHNIQUE ET DE FORMATION DES OPÉRATEURS NATIONAUX, LES INVENTAIRES ONT DÉMARRÉ ET VONT DURER 12 MOIS ENVIRON. A CETTE OCCASION, LES OPÉRATEURS DE LA SODEFOR, L'OIPR ET L'ANADER VONT VISITER AU TOTAL LES 31 RÉGIONS ET 108 DÉPARTEMENTS DE LA CÔTE D'IVOIRE.**

- L'inventaire forestier ne cherche pas à savoir si vous êtes propriétaire de la parcelle sur laquelle vous résidez ou que vous exploitez
- L'inventaire ne dégrade ni la faune, ni la flore se trouvant sur la parcelle.
- Les opérateurs techniques de l'inventaire sont reconnaissables par leurs uniformes ou les véhicules au logo du projet.
- Ils sont porteurs d'un ordre de mission.



Une vue de l'évolution de la construction du 4<sup>e</sup> pont.  
(PHS : PORO DAGNOGO)



# La situation de la côte ivoirienne toujours préoccupante

Grand-Lahou reçoit un coup de pouce

Long de 566 kilomètres, le littoral ivoirien est confronté actuellement à diverses menaces avec un impact réel sur les populations et l'économie. Ces phénomènes menacent d'une part les populations riveraines par la destruction de leurs habitations et le bouleversement de leurs moyens de subsistance, d'une part, et l'activité économique à travers les installations industrielles, d'autre part.

Le gouvernement de Côte d'Ivoire a pris la pleine mesure de ces menaces. Et dans le cadre de la recherche de solutions, il a bénéficié du soutien de la Banque mondiale pour la mise en œuvre d'un projet d'investissement régional de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest dénommé programme de gestion du littoral ouest africain (Waca, acronyme anglais). Le vendredi 25 octobre 2019, l'unité de coordination du projet Waca a tenu, à Abidjan-Plateau, un atelier de formation à l'attention des journalistes en Côte d'Ivoire sur ledit projet. Avec pour objectif, de leur faire prendre conscience des enjeux que représente l'érosion côtière, cerner ses



Les journalistes se sont rendus sur une plage à Port-Bouët pour apprécier de visu, la progression de la mer. (Ph. DR)

causes et ses conséquences et les outiller à une saine appréciation des actions menées dans le cadre de la gestion du littoral ivoirien.

Au cours de cette séance, les formateurs ont présenté le contexte qui a prévalu à la mise sur pied de ce projet. A savoir que la situation de la zone côtière ouest africaine, de façon générale, et principalement de la Côte d'Ivoire, est très préoccupante. Ils ont en effet noté que la mer continue de progresser, avalant des territoires en-

tiers. L'exemple de Grand-Lahou qui, presque chaque année, voit des parties de son territoire emportées par la mer, a été beaucoup évoqué pour montrer à quel point les régions côtières de Côte d'Ivoire sont menacées.

Les prévisions en termes de catastrophes qui pourraient survenir de la progression de la mer n'épargnent pas Abidjan. En effet, Pr Eric Valère Djagoua, coordonnateur adjoint, spécialiste en gestion du littoral du projet Waca, a pointé du doigt la

zone de Port-Bouët, où chaque année la mer progresse de 1 à 2 m. Même s'il souligne que cette progression n'est pas linéaire, vu que certaines années, la mer peut avancer à une distance moindre, il préconise que des dispositions soient prises pour prévenir tous risques dus à la montée des eaux. Car, s'est-il souvenu, la mer peut se déchaîner à tout moment comme ce fut le cas dans la nuit du 24 août où des populations de Gonzagueville ont vu leurs habitations détruites par les eaux, les obligeant à se déplacer sur un autre site.

Les localités d'Assinie, de Grand-Bassam, de San-Pedro, et bien d'autres que les experts ont citées, sont continuellement sous la menace de la mer, et risquent d'en payer de lourds tributs, si rien n'est fait. Pr Ochou Abé Delfin, coordonnateur du projet Waca, soutient que pour adresser durablement et efficacement cette préoccupation d'ordre environnemental mais avec un fort impact social, économique, écologique, etc., il faut une volonté politique affichée. Et cette volonté, il souhaite qu'elle se traduise dans les faits comme ce fut le cas

pour l'agriculture. En attendant, les experts se concentrent sur le projet Waca, un projet régional qui regroupe 6 pays (Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Mauritanie, Sénégal, Sao Tomé et Príncipe) et piloté au niveau régional par l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) et appuyé par l'Union internationale de la conservation de la nature. Il est mis en œuvre dans la localité de Grand-Lahou.

Ce projet renferme quatre composantes, dont la première relative à la politique conservatoire et la mise en place de système d'alerte précoce. La seconde va porter sur la création d'une agence chargée d'assurer le suivi du phénomène d'érosion côtière. Quant à la troisième composante, elle prend en compte les questions d'investissements physiques sociaux qui vont consister à stabiliser le déplacement des populations en développant pour elles, des activités génératrices de revenus pour leur prise en charge. Le dernier volet va adresser les questions de réhabilitation et de restauration des mangroves.

Elysée LATH

Lundi 28 octobre 2019

LL

Regions

## Yakassé-Attobrou / Emploi jeunes

# Les jeunes invités à saisir les opportunités

Un séminaire de formation a été organisé afin de permettre à la jeunesse du département de se donner les moyens de son insertion sociale.

Le Forum des libéraux de Côte d'Ivoire (Fli) a organisé, sous l'inspiration du ministre de l'Environnement et du Développement durable, Joseph Séka Séka, un séminaire de formation à l'intention des jeunes et des femmes du département de Yakassé-Attobrou. Cette rencontre qui a eu lieu le 26 octobre, a été axée sur l'emploi des jeunes en vue de permettre aux participants d'être outillés dans la recherche d'emploi.

Sollicité par la jeunesse, le ministre de l'Environnement et du Développement durable, a été représenté par son conseiller technique, Lucien N'Dia. Qui dira que la volonté du parrain est de contribuer efficacement à la réduction du chômage à Yakassé-Attobrou. Ce programme vise à répondre aux

défis auxquels les populations sont confrontées. Notamment ceux liés à la pauvreté et aux inégalités. Et cela a été souligné par Mamadou Kandé, président du Forum des libéraux de Côte d'Ivoire et responsable de l'Agence emploi jeunes d'Abobo. Qui a apprécié la réactivité du ministre, face à la faisabilité du projet. « C'est avec célérité que le ministre nous a reçus. Cela veut dire qu'il accorde un intérêt particulier à l'emploi des jeunes. Quant à vous les jeunes, notre devoir est de vous trouver de l'emploi ».

Trois panélistes ont animé des conférences lors de cette rencontre. La première, avec le sous-thème « Les bases du libéralisme et ses valeurs », a été dite par Mamadou Kandé, directeur régional de l'Agence emploi jeunes d'Abobo, d'Agboville et de La Mé. Soutenant que



Les participants en compagnie des formateurs.

le libéralisme repose sur quatre piliers : les droits de l'homme, l'Etat de droit, la démocratie libérale et l'économie de marché. L'initiative privée et l'accomplissement des projets ont été encouragés. Concernant la deuxième conférence :

« Les actions de développement durable en milieu rural : Cas de Yakassé-Attobrou », elle a été prononcée par le consultant Clovis De la Croix N'Dété. Il a souligné que l'Agence Emploi jeunes est un frein au chômage. C'est pourquoi, il a invité les parti-

cipants à s'y intéresser afin de tirer bénéfice de ses retombées. La troisième conférence intitulée : « Les dispositifs de l'Agence Emploi-jeunes », a été animée par Ernest Tahé, conseiller Emploi des jeunes. Le conférencier a indiqué que ce projet a des avantages tels, la mise en stage, les stages de programme d'aide à l'embauche avec une prime de transport pour les bénéficiaires pour leur permettre de ne pas avoir de soucis de déplacement. Cette réflexion de l'Etat est de faire obtenir de l'expérience aux futurs travailleurs. L'âge pour se référer à l'emploi des jeunes varie de 18 à 40 ans. Nicaise Monnan, fils de la région a parlé de son expérience « Je suis un exemple pour la jeunesse. J'ai exercé durant 7 mois comme délégué médical. J'ai rendu ma démission pour me lancer dans l'entre-

preneuriat. Aujourd'hui, j'ai une agence pharmaceutique qui représente des laboratoires européens depuis 16 ans. Le ministre invite chaque jeune à s'approprier ce projet. C'est pourquoi avec lui, nous avons décidé de nous impliquer dans l'organisation de la jeunesse de sorte à ce que leurs leaders soient des acteurs du développement » a-t-il indiqué. Créé depuis 2014, le Forum des libéraux de Côte d'Ivoire, est une plateforme des jeunes cadres. Francis Neyá, expert fiscaliste agréé Uemoa/Cemac, par ailleurs président du Forum des libéraux du Burkina Faso a conseillé aux participants de s'approprier le projet. Il a exhorté les Ivoiriens à mieux voir ce que font leurs dirigeants pour le développement du pays ■

C. DALLET

## CRISE DANS LA FILIÈRE HÉVÉA D'importants stocks de caoutchouc aux mains des planteurs

Les propositions des exportateurs pour régler la question

**A** l'occasion d'une conférence de presse organisée par l'Association des exportateurs de caoutchouc naturel de Côte d'Ivoire (Aec-ci), Samuel Espérance Mobio, président de cette organisation s'est prononcé sur la situation préoccupante des producteurs et exportateurs de caoutchouc de Côte d'Ivoire. La cérémonie s'est déroulée le vendredi 25 octobre 2019, dans un hôtel à Abidjan-Cocody. Selon ses propos, les planteurs ont encore en leur possession d'importants stocks d'hévéa en souffrance. «*Malgré les efforts continus que nous fournissons, il reste encore près de 300 000 tonnes d'hévéa en souffrance dans les mains de nos braves paysans*», a relevé le président de l'Aec-ci puis d'ajouter «*nous sommes inquiets, les paysans sont inquiets. Si rien n'est*



Samuel Espérance Mobio, président de l'Aec-ci souhaite une plus grande implication de l'Etat dans la résolution de la crise que vit la filière hévéa. (Ph. DR)

*fait, les paysans seront livrés à eux-mêmes. Il faut agir rapidement*». A l'en croire, cette situation à laquelle les paysans sont confrontés est en grande partie occasionnée par la fluctuation des prix du caoutchouc sur le marché international, l'insuffisance d'usine de transformation des produits sur le territoire national, le manque de navire pour l'exportation des produits etc. Face à ce constat alarmant, Samuel Espérance Mobio a fait des propositions en vue de palier définitivement ce problème. Au titre des propositions, le conférencier a fait savoir que son organisation prévoit, avec le concours d'un partenaire extérieur, d'installer une unité de transformation locale des produits courant 2020. «*Nous avons un partenaire marocain avec lequel nous avons déjà*

*acheté un terrain et il ne reste plus qu'à construire. Le lancement des travaux devrait se faire en décembre prochain et nous espérons que d'ici à 2020, nous pourrions mettre à profit cette usine au grand bonheur de nos paysans*», a affirmé le président de l'Aec-ci. Poursuivant, M. Mobio a interpellé le gouvernement sur la nécessité de prendre à bras le corps cette question et de mutualiser leurs efforts dans la lutte. Il a souhaité que certaines taxes au niveau de l'Etat soit revues à la baisse, et que les réformes en vigueur soient également revues. Aussi a-t-il précisé l'urgence pour l'Etat de leur affréter des navires en vue de faciliter l'exportation des produits vers les pays partenaires. «*Il nous est difficile de maîtriser les facteurs exogènes, par contre, les facteurs endogènes, avec la volonté de l'Etat, nous pouvons les faire changer*», a-t-il dit. Toutefois, le responsable de l'Aec-ci s'est dit optimiste quant à l'enlèvement du stock restant. Par ailleurs, il a invité les paysans à ne pas désespérer, convaincu que la situation va très bientôt s'améliorer.

Venance AKA (Stg)

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### Vers l'adoption d'un schéma de développement spatial

**R**éunis vendredi 25 octobre 2019 à Abidjan-Cocody, les ministres en charge de l'Aménagement du territoire ont planché sur le document du Schéma de développement de l'espace régional (Sder) de l'Uemoa, Horizon 2040. Ont pris part à cette rencontre, les ministres du Mali, de Guinée-Bissau, du Sénégal et du Niger.

Ouvrant les travaux de cette rencontre, la ministre du Plan et du Développement, Nialé Kaba, a affirmé que ce projet permettra de faire face aux défis divers que se doivent de relever individuellement et collectivement les États dans le domaine de l'aménagement du territoire. «*Ces défis sont connus et concernent les domaines de l'énergie, du développement des infrastructures et du transport, de l'environnement, de l'urbanisme, de la sécurité, de la démographie, du développement des ressources humaines et du développement des biens communs régionaux*», a affirmé la ministre Nialé Kaba, faisant remarquer que l'idée est d'adopter un schéma commun et volontariste pour le développement spatial, capable d'apporter des solutions appropriées. Elle a affirmé que les solutions issues de cette initiative devraient permettre de promouvoir le développement des infrastructures structurantes transnationales, la



La ministre Nialé Kaba entourée des ministres de l'Uemoa et du Commissaire en charge de l'aménagement du territoire et des transports. (Ph. DR)

solidarité entre les pays côtiers et les pays de l'hinterland, les pôles urbains, agricoles, industriels, et de rechercher et encadrer les documents de planification des États membres de l'Uemoa, notamment les schémas nationaux et régionaux d'aménagement du territoire.

Paul Koffi Koffi, Commissaire en charge du département de l'aménagement du territoire et des transports, représentant le président de la Commission de l'Uemoa, Abdallah Boureima, a souligné que le Sder vise à prendre les dispositions adéquates pour un aménagement équilibré de l'espace communautaire. «*Ce schéma permettra de prendre des mesures à moyen et long termes visant à accompagner les*

*dynamiques régionales souhaitables, infléchir les évolutions non désirées et prévenir celles à venir afin de parvenir à un développement soutenu, mieux équilibré et durable de l'espace communautaire*», a-t-il dit. Il a ajouté qu'il s'agit d'un grand défi à relever. «*Notre rôle dans la mise en œuvre de ce schéma, en subsidiarité avec les administrations nationales, est de mobiliser toutes les énergies pour permettre un développement harmonieux de notre espace communautaire*», a précisé Paul Koffi Koffi, puis d'informer qu'après analyse, examen et adoption, le Sder ainsi que le projet de décision seront soumis en conseil des ministres statutaire de l'Uemoa.

I. BATH

## DOING BUSINESS 2020

### La Côte d'Ivoire très mal logée en matière de commerce maritime

**S**elon la Banque mondiale, une réglementation inefficace ou inadéquate peut étouffer l'activité entrepreneuriale et la croissance des entreprises dans un pays. Dans son rapport Doing business 2020, publié en ce mois d'octobre 2019, la 17e édition de cette étude annuelle qui analyse les réglementations de 190 économies du monde dans 12 domaines afin d'évaluer leur climat des affaires, la Banque mondiale a relevé la non compétitivité de la Côte d'Ivoire en matière de formalités commerciales par voie maritime.

A titre d'exemple, le rapport souligne qu'alors que 10 heures suffisent à Singapour pour effectuer les formalités d'exportation par transport maritime, il faut y consacrer plus de 200 heures au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Soit 20 fois le temps mis pour finaliser les formalités de transaction commerciale par voie maritime dans le pays classé 2e économie où le climat des affaires est le plus favorable. Rappelons que le rapport se penche sur les règles qui affectent la vie d'une entreprise de sa naissance à sa liquidation : création d'entreprise, obtention d'un permis de construire, raccordement à l'électricité, transfert de propriété, obtention d'un prêt, protection des investis-

seurs minoritaires, paiement des taxes et impôts, commerce transfrontalier, exécution des contrats et règlement de l'insolvabilité.

Selon l'étude, les dix économies du monde les plus performantes du point de vue de la facilité de faire des affaires sont la Nouvelle-Zélande (avec un score de 86,8 sur 100), Singapour (86,2), la RAS de Hong Kong en Chine (85,3), le Danemark (85,3), la République de Corée (84), les États-Unis (84), la Géorgie (83,7), le Royaume-Uni (83,5), la Norvège (82,6) et la Suède (82).

A la lecture des commentaires rapportés aux scores, les économies qui obtiennent les meilleurs résultats ont plusieurs caractéristiques en commun, notamment l'utilisation généralisée de systèmes électroniques. Les 20 premières économies du classement se sont toutes dotées de systèmes en ligne pour la constitution d'une société, la déclaration des revenus et les procédures liées aux transferts de propriété. En outre, 11 d'entre elles disposent de systèmes numérisés de gestion des permis de construire. Ces économies possèdent en général un cadre réglementaire solide, associé à un degré élevé de transparence.

Élysée Lath

## JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME RURALE Désirée Djomand, (Pdte de la Plamfe) aux femmes de Yassap A: «Enterrez définitivement la pauvreté»

Yassap A, gros village de la sous-préfecture de Lopou, dans le département de Dabou, a connu une ambiance de fête, les vendredi 25 et samedi 26 octobre 2019. C'était à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme rurale (Jifr). L'événement y a été organisé par la Plateforme mondiale des femmes entreprenantes (Plamfe) en collaboration avec le Groupement des femmes dudit village. Le premier jour, les femmes de Yassap A ont bénéficié d'une opération de dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus. Dans l'après midi, elles ont participé à un atelier sur l'entrepreneuriat féminin en milieu rural. Une opportunité au cours de laquelle elles ont démontré leur intelligence, en vue de leur indépendance financière. Le lendemain samedi, ce fut la cérémonie commémorative de la Jifr sur la place du village. Les femmes de Yassap A ainsi que celles des campements et villages environnants étaient fortement mobilisées et sont venues en grand nombre. Les autorités administratives et politiques de Dabou et de la région des grands



La Pca de la Plamfe, Mme Désirée Bognini Djomand, a invité les femmes de Yassap A, à l'union pour être plus fortes (Ph. F.S.)

conseil d'administration de la Plamfe. Le parrain de la cérémonie, Hamed Koffi Zarour, chef d'entreprise a affirmé son engagement en faveur de l'autonomisation et de toutes les questions relatives à l'épanouissement des femmes, et plus particulièrement celles vivant en milieu rural. « La défense des droits des femmes fait partie de mon combat au sein de la société civile. Les femmes rurales font partie des acteurs incontournables du succès de notre pays », a-t-il soutenu. Le parrain a par ailleurs annoncé aux femmes de Yassap, un don d'une broyeuse

capable de broyer 1,5 tonnes de manioc à l'heure. Mais avant, il a fait des propositions pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes rurales. Hamed Koffi Zarour, a entre autres, proposé une politique générale de mécanisation de l'agriculture, le renforcement des compétences agricoles des femmes rurales par l'éducation et la formation, l'instauration par l'État d'un budget spécial alloué aux agricultrices, aux femmes rurales pour dynamiser le secteur agricole, une politique de transformation de produits agricoles. Ce qui donnera un élan à l'entrepreneuriat en milieu rural et contribuera à l'autonomisation financière des femmes. La marraine, Marie Irène Richmond Ahoua, sénatrice de la République de Côte d'Ivoire, a pour sa part, appelé les femmes à l'union et à la cohésion. Elle a

rappelé la place prépondérante de la femme rurale dans le développement économique de la Côte d'Ivoire. Toutefois, elle a relevé le taux élevé d'analphabètes, près de 80 %. « C'est beaucoup, c'est même trop », a regretté celle que l'on surnomme à juste titre "Maman Polio" pour son combat inlassable contre cette maladie invalidante chez l'enfant de 0 à 5 ans. Pourtant, révélera-t-elle, les femmes rurales assurent 60 à 80 % de la production agricole et près de 90 % en et en combustibles. « Elles représentent donc un levier essentiel de la croissance économique du pays », a affirmé Marie-Irène Richmond Ahoua. Elle a promis offrir 15 smartphones aux femmes de Yassap pour leur permettre d'utiliser les Tic dans le cadre de leurs activités.

Notons qu'au cours de cette célébration, Mile Gloria Abli a été investie en qualité de présidente de la Plamfe pour la région des Grands ponts. Quant à Esmel Yeble épouse Akpro, elle a été investie dans les mêmes fonctions mais au niveau du village de Yassap A.

Franck SOUHONE

### 2È GALA DES ALUMNI La Ligue ivoirienne de lutte contre le cancer bénéficiaire des retombées

L'association des Alumni Mde Business school a exprimé sa solidarité aux malades du cancer, lors de son 2è gala samedi 26 octobre 2019 à Sofitel Abidjan hôtel Ivoire. La Ligue ivoirienne contre le cancer (Licc) est bénéficiaire des retombées de cette soirée de bienfaisance. « Ce geste va nous permettre de soutenir les malades du cancer. Il a beaucoup à faire au regard des types de cancers », s'est réjoui Benjamin Brou, vice-président de la Licc, au nom de la présidente Binta Bourguin. Il a indiqué que tous deux sont Alumni et ont participé à la formation Mde 2017. Mariam Dao Gabala, présidente de l'Association des Alumni Mde business school a rappelé les motivations de leur engagement aux côtés des malades du cancer. « Nous sommes une communauté qui regorge des compétences. Parmi nous, des compétences

féminines ont vécu ce mal (Ndlr/le cancer du sein) et ont pu le vaincre. Ensemble, fédérons notre générosité en faisant parler notre cœur pour venir en aide à ces personnes qui luttent sans cesse pour s'accrocher à la vie », a exhorté Mariam Dao Gabala. Elle a fait remarquer qu'à la fin de 2019, leur réseau comptera près de 950 cadres dirigeants, avec des noms bien connus. « Si nous voulons avoir un impact profond et positif sur notre monde, il est impérieux que nous travaillions à construire et à renforcer notre réseau », a poursuivi la présidente de l'association des Alumni Mde Business school. Bien avant, le vice-président, Nabil Ajawi, a appelé les cadres de son organisation à plus d'engagement et de détermination pour construire un réseau de valeur et bâtir une école plus forte.

Marcelle AKA



Mme Dao Gabala et des membres de son association, dans le cadre de cette soirée de bienfaisance. (Ph. DR)

## ÉQUIPEMENT DU CHU DE COCODY La Côte d'Ivoire reçoit 23,9 milliards fcfa du Japon

23,9 milliards de fcfa, c'est le montant de l'enveloppe octroyée par le gouvernement du Japon à la Côte d'Ivoire pour le financement du Projet d'aménagement du Centre hospitalier universitaire (Chu) de Cocody en vue de l'amélioration des services de santé maternelle et infantile du Grand Abidjan. Cet accord de don a fait l'objet d'une signature entre le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, et le représentant résident de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), Kojiro Fujino. C'était au cours d'une cérémonie qui a eu lieu vendredi 25 octobre 2019, à Abidjan-Plateau.

Le ministre a affirmé que ce projet vise l'agrandissement des services d'obstétrique et de néonatalogie et leur fourniture en équipements. « Selon le calendrier prévisionnel du projet, la fin des travaux est prévue pour décembre 2024 », a informé le ministre Adama Coulibaly. Il a saisi l'occasion pour souligner que les besoins en matière de santé sont énormes en Côte d'Ivoire. De l'avis de ce dernier, les investissements à réaliser dans le domaine



Le ministre Adama Coulibaly, 2ème à partir de la droite, a remercié le Japon pour son appui à la Côte d'Ivoire. (Ph. DR)

de la santé sur la période 2020-2024 se chiffrent à 1 658 milliards de fcfa.

Le représentant résident de la Jica a saisi l'occasion pour féliciter les autorités ivoiriennes pour la mise en œuvre de la Couverture maladie universelle (Cmu) et la forte initiative à réaliser la Couverture sanitaire universelle (Csu). « En effet, la Jica accompagne cette démarche à travers le programme de promotion de la Csu axé sur la femme, l'enfant et l'indigent qui a été conclu en 2017 entre le ministère de la Santé et la Jica dans le cadre de la politique de la Ticad qui met un ac-

cent très fort sur la promotion de la Csu », a mentionné le représentant résident.

Depuis le début de l'année 2019, faut-il le rappeler, le Japon a accordé au gouvernement ivoirien environ 130 milliards de fcfa à travers le financement de plusieurs projets, à savoir : la construction de trois échangeurs sur le boulevard Mitterrand pour 80,7 milliards de fcfa, la phase 2 de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise pour 25,1 milliards de fcfa et l'aménagement du Chu de Cocody pour 23,9 milliards de fcfa.

I.B.

## TOURISME: STRATÉGIE «SUBLIME CÔTE D'IVOIRE»

## Ces projets qui vont transformer le visage du pays !

La destination ivoirienne, déjà fort attractive, s'érige désormais, en un eldorado boosté en cela par la Stratégie «*Sublime Côte d'Ivoire*» dont la Table-ronde à elle dédiée, les 20 et 21 octobre 2019, a été un coup d'accélérateur dans sa mise en œuvre. Avec dans la cagnotte, la mobilisation d'un peu plus de 5 milliards de dollars US, soit environ 2500 milliards de Fcfa, par le gouvernement ivoirien conduit par les ministres Patrick Achi, secrétaire général de la présidence de la République, et Siandou Fofana du Tourisme et des Loisirs, au Ritz-Carlton de Dubaï international Financial Center. Au nombre des investisseurs qui ont contracté formellement avec l'Etat ivoirien, Ihc, Paris Inn, Cesec, China Rail-



Le ministre Siandou Fofana a indiqué que ces investissements devraient contribuer à opérer une importante révolution des infrastructures touristiques (Ph. DR)

lonji, La Financière des Oliviers, Sino World Wild Investment Ltd, annonce un communiqué du ministère du Tourisme transmis hier (27/10/2019) à L'inter. Ces investissements devraient contribuer à opérer une importante révolution au niveau des infrastructures touristiques, tout en créant de nouveaux produits et modes de consommation en matière de tourisme et de loisirs. Ces projets qui ont suscité l'intérêt des investisseurs, vont transformer le visage de la Côte d'Ivoire, avec le Grand-Abidjan, en pole-position. Dans cette offensive de charme du tourisme ivoirien à Dubaï, les autorités ivoiriennes ont bénéficié dans l'organisation de la Table-Ronde des bailleurs, de l'onction tutélaire du secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (Omt), Zurab Pololikashvili, qui a effectué le déplacement de Dubaï où il a réaffirmé que la structuration efficiente qui porte une ambition de bon aloi de «*Sublime Côte d'Ivoire*», permettra à celle-ci de se réaliser. Il en est ainsi du projet de «*Maison Albar Hôtels*», d'un coût estimatif de 50 millions d'euros (Plus de

l'objet d'un protocole d'accord à Dubaï. En effet, Siandou Fofana a signé avec cette marque française d'hôtels 5 étoiles créée en 2014 par Jean-Bernard et Céline Falco (née Albar), fondateurs du mythique Paris Inn Group, pour la création d'un réceptif 5 étoiles à Abidjan, symbole de l'élégance à la française, «*Maison Albar Hôtels*» Abidjan.

## UNE PLUIE DE PROJETS

Toujours fruit d'une convention de Ppp avec le groupe ivoiro-marocain Ivoirian Hotel Corporation (Ihc), le projet de construction d'un «*Mix Use*» au cœur d'Abidjan, a été acté à Dubaï entre Nabil Slitine, le Ceo, et le ministre Siandou Fofana. Et ce, pour le projet de «*La Tour de la Nation* qui devrait sortir de terre d'ici 3 ans. Ce complexe qui s'élèvera à 225 mètres (46 étages), sera une curiosité touristique à tous égards. Avec une vision ergonomique et une posture écologique, le complexe intégrera les 2 parcs botaniques dits Jardins Brésolles mitoyens et à mi-chemin de l'hôtel du district d'Abidjan. Dans une atmosphère sophistiquée, «*La Tour de la*

gamme, de loisirs et décentes innovants, des restaurants, cafés et autres. Abidjan, au sortir de la Table-ronde de Dubaï, va matérialiser, à coup sûr, son ambition d'une smart city dans la commune abidjanaise de Treichville. Porté par le Groupe Global Life et sous le prisme d'accords interministériels, le projet annonce l'édification d'infrastructures immobilières dont la féérique «*Tour iconique*», des lieux de vie touristiques, sanitaires, de loisirs, de transports et de mobilité alliant efficacité énergétique et habitat intelligent.

Autre projet qui a fait l'objet de convention et contribuera, tout aussi, à la révolution du visage touristique et urbain d'Abidjan, c'est le projet d'aménagement du Kilomètre 4, Boulevard de Marseille à Abidjan-Biétry baptisé «*La balade du monde*». Berge la-gunaire dont la transformation devrait aboutir à une marina, déclinant une sorte d'écosystème culturel, architectural, culinaire, etc., propre à chaque continent de la planète. Le tout pour un coût prévisionnel de 100 milliards de Fcfa. Dans le même élan, l'ancienne capitale de la Côte

d'un complexe comprenant un Palace de 5 étoiles avec un Palais des congrès, un parc animalier, un circuit d'écotourisme, un musée et des sites de loisirs futuristes. Cheick Ali Ayash Al Mizjajy, chairman du Groupe Aldeafah, indiquait après la signature d'une convention avec les ministres Achi Patrick et Fofana Siandou, qu'il entend mettre en œuvre des projets d'infrastructures touristiques. 4 projets, en l'occurrence, de complexes hôteliers et d'un centre commercial, au regard du Mémorandum signé avec le ministère ivoirien du Tourisme et des Loisirs. Il s'agit de trois à Abidjan (Baie des milliardaires, Cocody, Plateau) et d'un à Assinie. Conformément à sa triple finalité : «*développer un moteur de croissance du Pib et démultiplier les recettes fiscales, favoriser le développement territorial hors Abidjan, créer un réservoir d'emplois*». L'intérieur du pays n'est pas en reste des fonds mobilisés aux Emirats Arabes Unis.

## PLUSIEURS CONSORTIUMS ENGAGÉS

Des consortiums, d'Asie et

d'Europe, ainsi que du Moyen-Orient, en partenariat avec l'Etat et des opérateurs privés ivoiriens, participent à la réalisation de diverses infrastructures contenues dans «*Sublime Côte d'Ivoire*», ainsi que dans le cadre de l'organisation, en 2023, de la Coupe d'Afrique des nations (Can) de football en Côte d'Ivoire. Il en est ainsi des «*Relais-paillotes*», des bungalows répondant aux normes écologiques et s'inscrivant dans la vision d'un tourisme durable et équitable ; et des «*Villas Ivoire*», des réceptifs hôteliers de moyen standing pouvant favoriser le développement du tourisme intérieur.

Au plan du tourisme culturel et patrimonial, le circuit de «*La Route des Rois*», a aussi investisseur ivoirien. Circuit de découverte des trésors culturels du sud au nord-est du pays, il entend développer une offre pour les touristes internes, mais aussi et surtout internationaux (haut et milieu de gamme) d'écotourisme, de découverte et d'immersion dans la culture ivoirienne, de l'artisanat local, avec en sus, un safari dans le parc naturel de la Comoé. Il couvre 5 des 7 zones touristiques du pays, et a fait l'objet d'une signature de convention, au Ritz-Carlton, le 21 octobre, entre le ministre du Tourisme et des Loisirs, Siandou Fofana, et Olivier Ban Kouakou, directeur général du cabinet d'intermédiation et consulting, La Financière des Oliviers, actif aussi bien en Côte d'Ivoire qu'en France, Italie et Suisse.

Loin d'être exhaustif, ce tableau des projets qui ont fait l'objet de la mobilisation des fonds à Dubaï, à la faveur de la table-ronde des investisseurs organisée par le ministère du Tourisme et des Loisirs, avec l'appui de l'Omt, sonne comme le point de non retour d'un tourisme triomphant avec «*Sublime Côte d'Ivoire*».

A. CAMARA